



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : LIMITEE

E/ECA/PHSD/MC/91/6/6.3(ii)(a)
16 avril 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

248126

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Division de l'administration publique des ressources
humaines et du développement social

**PROGRAMME AFRICAIN EN MATIERE DE RESSOURCES
HUMAINES POUR LES ANNEES 90 ET AU-DELA**

**RAPPORT DE LA QUATRIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES
MINISTRES RESPONSABLES DE LA PLANIFICATION, DE LA MISE
EN VALEUR ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES**

(Addis-Abeba, 18-23 novembre 1991)

I. INTRODUCTION

1. La Conférence des ministres de la CEA responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines a été créée en application de la résolution 389(XV) de la Commission en date du 12 avril 1980. La Conférence a reçu pour mandat général de coordonner et de rationaliser les politiques de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines aux niveaux national, sous-régional et régional, d'harmoniser les activités de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines, de suivre les résultats, d'étudier les secteurs critiques, les politiques et les programmes dans le domaine des ressources humaines et de donner des directives appropriées en fonction des besoins.
2. Cette réunion était la quatrième des réunions triennales de la Conférence. Le travail de la Conférence est effectué, les trois ans séparant deux sessions, par le Comité ministériel de suivi des Dix, dont le mandat consiste à surveiller les indicateurs relatifs à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines ainsi que l'application des politiques, programmes, stratégies et plans.
3. La quatrième réunion de la Conférence avait pour thème : **Le programme africain en matière de ressources humaines pour les années 90 et au-delà.** Ce thème a été choisi en tant que prolongement logique de celui de la Conférence à sa troisième réunion, à savoir **les ressources humaines au service du redressement socio-économique et du développement**, et pour appeler l'attention sur les impératifs à moyen et à long terme en matière de ressources humaines en vue de la transformation socio-économique et du développement.
4. La réunion des ministres a été précédée par une réunion du Comité ministériel de suivi des Dix, tenue le 21 novembre, et par une réunion du Comité technique d'experts, qui a eu lieu du 18 au 20 novembre 1991.
5. En plus du débat général, la Conférence a examiné et adopté les rapports qui lui ont été soumis par le Comité technique d'experts et par le Comité ministériel de suivi des Dix.

II. PARTICIPATION

6. Les représentants des pays suivants ont assisté à la Conférence : Algérie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Jamahiriya arabe libyenne, Libéria, Malawi, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.
7. Les organismes et organisations des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés à la Conférence : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Organisation mondiale de la santé (OMS) et Programme alimentaire mondial (PAM).
8. Les organisations et institutions internationales, intergouvernementales et régionales suivantes étaient également représentées : Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI), Organisme japonais pour la coopération internationale (JICA), Organisation de l'unité africaine (OUA), Association africaine pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes (AALAE), Secrétariat du Commonwealth et Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF).

III. OUVERTURE DE LA CONFERENCE

9. Le Président sortant de la Conférence, S.E. Dr. Hussein S. Abusalih, Ministre du développement social de la République du Soudan a ouvert la réunion. Au nom des représentants, il a remercié le

Gouvernement de transition de l'Ethiopie pour l'hospitalité accordée aux représentants depuis leur arrivée en Ethiopie, le secrétariat de la CEA pour la façon excellente dont elle avait mené les activités de fond et autres préparatoires à la Conférence ainsi que toutes les autres organisations et institutions qui avaient contribué à la Conférence.

10. L'être humain était destiné par Dieu à être le centre de tout développement socio-économique. Tous devraient coopérer pour harmoniser leurs politiques, plans et programmes en vue de faire en sorte que l'être humain soit l'élément central dans le processus de développement. Il a rappelé qu'à Khartoum, la Conférence avait invité à adopter une approche du développement socio-économique centrée sur l'homme et à accorder le rang de priorité le plus élevé à la mise en valeur des ressources humaines. Cinq actions avaient été identifiées comme prioritaires, à savoir renforcer la main-d'oeuvre, accorder une importance accrue au facteur humain dans le développement, réduire les effets négatifs des programmes d'ajustement structurel sur le développement humain, lutter contre l'exode des cerveaux et améliorer la gestion économique en Afrique.

11. Le Président sortant a noté que depuis la Conférence de Khartoum, les gouvernements africains avaient redoublé d'efforts pour appliquer ces décisions. Parmi les nombreuses mesures louables qu'ils ont adoptées, figuraient la création ou le renforcement d'institutions pour la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, l'adoption de mesures visant à accroître la participation des femmes au développement, un soutien accru au développement rural, la promotion de la participation populaire au développement, etc. Ces efforts ont été renforcés par ceux de la communauté internationale, en particulier l'Equipe spéciale interinstitutions de l'ONU sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, qui a élaboré à l'usage des gouvernements africains et de la communauté internationale, un cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines.

12. Malgré ces efforts, les défis étaient toujours présents et ils demandaient des solutions réalistes. Ces défis redoutables étaient entre autres, l'augmentation massive du chômage, la chute brutale des revenus et l'extension de la pauvreté. Ces défis auxquels les ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines devraient faire face étaient aggravés par une situation économique sur le plan extérieur constamment hostile et les réductions importantes de flux de ressources vers l'Afrique.

13. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle accroisse son assistance aux pays africains afin qu'ils renforcent la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines. Il a aussi lancé un appel aux gouvernements africains pour qu'ils redoublent les efforts à cet effet en ne perdant pas de vue que les améliorations dans ces domaines ne pouvaient provenir que des efforts des Africains eux-mêmes.

14. Le Président sortant a terminé sa déclaration en félicitant l'Afrique et l'Egypte de la nomination récente pour la première fois d'un de ses fils, Dr. Boutros B. Ghali, Vice-premier Ministre d'Egypte au poste suprême de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il a ensuite invité S.E. Dr. Negassu Gadada, Ministre du travail et des affaires sociales du Gouvernement de transition de l'Ethiopie, à faire une déclaration.

15. Dans sa déclaration, le Ministre a, au nom du Gouvernement de transition de l'Ethiopie et en son nom personnel, souhaité la bienvenue aux représentants à la quatrième Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, qui se tenait à un moment où son pays entrait dans une ère nouvelle de démocratie et de paix et que se produisaient des mutations profondes dans le monde.

16. Il a fait observer que l'Afrique abordait les années 90 en traînant une crise sociale et économique caractérisée par un endettement écrasant, des termes défavorables de l'échange, un stade de développement humain inadéquat, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, l'absence de paix et de stabilité etc. Le thème de la Conférence : "Programme en matière de ressources humaines en Afrique durant les années 90 et au-delà"

devrait ainsi être pris dans le contexte de la crise socio-économique parce que la solution de la crise par l'Afrique devait se fonder sur des programmes d'action stratégiques qui donnent la primauté à la dimension humaine. Tel était le message de Khartoum. Les stratégies, plans et programmes de développement, y compris le programme d'ajustement structurel devraient renforcer le développement humain et social et non pas l'entraver.

17. La démocratisation de la société et le maintien de la paix et de la sécurité dans la région étaient les autres aspects du développement qui appelaient une attention immédiate. Si les dépenses militaires absorbaient une portion trop importante du PNB, alors l'Afrique ne servirait que théoriquement la cause du développement humain, puisque ce gaspillage de ressources ne pourrait qu'affaiblir les efforts déployés pour assurer le développement humain sur le continent. Parallèlement, le développement en général et la mise en valeur des ressources humaines en particulier, seraient inconcevables sans la participation des populations au processus de prise de décision. Par conséquent, le mur qui sépare les populations du gouvernement devrait être démoli et le respect des droits de l'homme, de la liberté individuelle et de la démocratie devraient être assurés.
18. Parlant de la situation dans son pays, le ministre a dit que la misère généralisée en Ethiopie était le résultat de trois décennies de lutte militaire. Les énergies nationales avaient été dissipées, la méfiance mutuelle s'était installée et des dégâts irréparables avaient été causés à l'économie. Après des décennies de guerre civile et de violences qui ont coûté des millions de vies, les populations d'Ethiopie étaient plus résolues que jamais auparavant à instaurer la paix dans leur pays.
19. Le processus de démocratisation qui avait été enclenché assurerait un processus de développement qui offrirait aux peuples une arme efficace pour mobiliser ses ressources et orienter ses énergies afin d'instaurer un ordre démocratique. Le respect des droits fondamentaux de l'homme définirait la voie pour la poursuite de la prospérité et la restauration de la dignité de l'homme.
20. Il a dit qu'une nouvelle politique économique avait été formulée pour accélérer le développement et la reconstruction de l'économie éthiopienne. Il avait également été tenu compte de la nécessité de rompre le cycle de la famine et de jeter les bases d'un développement durable à long terme.
21. Le Ministre a dit que la nouvelle politique étrangère du Gouvernement de transition de l'Ethiopie se fondait sur le principe du respect mutuel de la souveraineté et de l'égalité des Etats, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de la promotion de l'intérêt mutuel.
22. Son pays s'employait à réparer les dégâts de la guerre. La réinsertion des soldats démobilisés et des personnes déplacées se poursuivait vigoureusement avec l'assistance de la communauté internationale. Des efforts étaient également faits pour rapatrier les milliers d'Ethiopiens qui avaient fui le pays pour des raisons politiques.
23. Finalement, parlant de l'ordre du jour de la Conférence, le Ministre a fait observer que les points examinés étaient bien indiqués pour la tâche à mener. Il s'est dit confiant que les travaux porteraient leurs fruits et contribueraient à la recherche de solutions durables aux problèmes économiques et sociaux de l'Afrique. Il a assuré la Conférence que son Gouvernement n'épargnerait aucun effort pour appliquer intégralement les recommandations qui émaneraient des travaux.
24. Il a exprimé ses remerciements à la CEA pour l'effort qu'elle avait déployé pour organiser la Conférence, souhaité aux représentants plein succès à leur travaux ainsi qu'un séjour agréable à Addis-Abeba.
25. Le Président sortant à ensuite invité le représentant de l'OUA, M. Pascal Gayama, Secrétaire général adjoint, à faire une déclaration.

26. Le représentant de l'OUA a souhaité la bienvenue aux représentants, au nom du Secrétaire général M. Salim Ahmed Salim. Il a félicité le Secrétaire exécutif par intérim de la CEA de sa nouvelle nomination et lui a souhaité plein succès dans sa mission. Au nom de l'OUA, il s'est joint au Président sortant pour féliciter l'Afrique qu'on ait choisi un Africain pour être le nouveau Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
27. Depuis la dernière réunion de la Conférence à Khartoum, beaucoup de changements étaient intervenus dans le monde. Ces changements devraient inspirer l'Afrique pour qu'elle relève les défis et saisisse les occasions qui se présenteraient durant les années 90 et au-delà. Le thème de la Conférence exigeait que des stratégies soient définies dans le contexte de la Communauté économique africaine.
28. Il a brièvement passé en revue les résultats négatifs enregistrés dans le domaine du développement économique, social et humain et renouvelé l'appel fait par les ministres africains de l'éducation et du développement économique lors de leur réunion à Dakar (Sénégal) en juillet 1991 pour le renforcement de l'éducation de base et l'amélioration de la qualité de l'enseignement à tous les niveaux. Il a en outre rappelé la nécessité exprimée par le premier Congrès des scientifiques africains de renforcer l'enseignement scientifique et technique au service du développement des pays africains.
29. Il a dit que ces mesures renforçaient le point de vue selon lequel suffisamment avait été fait en ce qui concerne la conceptualisation, la définition des problèmes et il était maintenant nécessaire de prendre des mesures concrètes pour appuyer le développement humain. Le Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines de l'Equipe spéciale interinstitutions de l'ONU sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines était un pas dans la bonne direction. Des initiatives de ce genre permettraient à l'Afrique de rétablir l'être humain à la place qui lui revenait dans le développement.
30. Après ces déclarations, M. Issa B.Y. Diallo, Sous-Secrétaire général de l'ONU et Secrétaire exécutif par intérim de la CEA a prononcé son discours en dernier lieu.
31. Le Secrétaire exécutif par intérim a remercié les participants d'être venus à la réunion, il a aussi exprimé sa gratitude au Gouvernement éthiopien pour l'accueil et l'hospitalité réservés aux représentants.
32. Etant donné que c'était la première fois qu'il prenait la parole devant cette auguste Conférence depuis son entrée en fonction à la Commission en août 1991, M. Diallo a considéré cela comme un honneur et un privilège, en particulier lorsqu'il tenait compte de l'oeuvre accomplie par cette Conférence au fil des ans, laquelle lui avait permis de constater la diligence, l'engagement et le sérieux avec lesquels cette conférence avait traité les questions et identifié les problèmes faisant obstacle au développement de l'Afrique.
33. C'était essentiellement en raison des efforts déployés par la Conférence que la dimension humaine du développement en Afrique avait reçu une place centrale et que les politiques, programmes et stratégies en matière de développement étaient fortement imprégnés de considérations humanistes.
34. A cet égard, il tenait à rappeler aux représentants ce souci d'une approche du redressement et du développement centrée sur l'homme et le fait qu'ils avaient adopté en 1988 la Déclaration de Karthoum dans l'espoir d'un avenir plus radieux. Mais comme l'examen et l'évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) l'avaient révélé cette année, la situation socio-économique de l'Afrique restait grave, le redressement ne s'était pas produit dans le continent et le développement soutenu n'y était pas possible. Aussi bien l'examen et l'évaluation du PANUREDA que les rapports périodiques du secrétariat de la CEA destinés au Comité ministériel de suivi des Dix avaient confirmé le fait que la majorité des indicateurs de développement social et humain - à savoir l'enseignement, la santé, la nutrition, le revenu, l'emploi, le niveau d'instruction, etc. - n'avaient cessé de se détériorer.
35. Pour l'essentiel, le travail accompli par les Etats membres (sur les plans de la restructuration et de la rationalisation des services publics, de la suppression ou de la réduction des subventions à l'enseignement,

à la santé, à l'agriculture, aux transports, de la reformulation et du réexamen des politiques de l'emploi et des salaires, de l'institutionnalisation des services ou départements chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, ainsi que de l'intégration des femmes au développement) était extrêmement louable et bien intentionné. Cependant, malgré ces efforts, l'effet sur le bien-être des populations en Afrique avait été insignifiant. Ce n'était pas le moment de relâcher l'effort, mais plutôt de continuer à appliquer avec plus de détermination l'approche du développement de l'Afrique centrée sur l'homme pour faire en sorte que la croissance et le développement soient soutenus et durables. De ce fait, le thème de la Conférence - Programme africain en matière de ressources humaines durant les années 90 et au-delà - venait à propos étant donné qu'il s'inscrivait dans le nouveau programme des Nations Unies proposé pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Il a par conséquent formulé l'espoir que les Etats membres mettraient à profit la bonne volonté apparaissant dans le nouveau Programme des Nations Unies pour continuer à appliquer une approche du développement de l'Afrique centrée sur l'homme.

36. Le Secrétaire exécutif par intérim a ensuite attiré l'attention de la Conférence sur le rapport du Comité technique d'experts qu'elle avait à examiner. Il a invité les ministres à examiner sérieusement les recommandations figurant dans ce rapport, notamment celles concernant les modalités d'application des mesures stipulées dans la Déclaration de la vingt-septième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur la crise de l'emploi en Afrique. En outre, les ministres devaient dûment analyser les trois rapports des quatrième, cinquième et sixième réunions du Comité ministériel de suivi des Dix relatifs aux stratégies visant à faire face à la détérioration de la situation concernant la mise en valeur des ressources humaines de l'Afrique.

37. L'orateur a conclu son allocution en invitant la Conférence à traduire ses recommandations en programmes d'action dans les pays en tant que moyen de freiner la dégradation continue du bien-être des populations et d'éradiquer la pauvreté et la misère du continent. La CEA mettrait tout en oeuvre pour soutenir les efforts déployés par les Etats membres afin d'atténuer la misère et de réaliser des progrès dans le domaine du développement socio-économique.

38. Il a ensuite souhaité aux représentants plein succès dans leurs travaux.

IV. ELECTION DU BUREAU ET DU COMITE MINISTERIEL DE SUIVI DES DIX

39. La Conférence a élu le bureau suivant :

Président	:	Swaziland
Premier vice-président	:	Kenya
Deuxième vice-président	:	Sénégal
Troisième vice-président	:	Ethiopie
Rapporteur	:	Soudan

40. Les Etats membres suivants ont également été élus pour siéger au bureau du Comité ministériel de suivi des Dix de la Conférence: Malawi, Algérie, Rwanda, Togo et Nigéria.

V. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

41. La Conférence a adopté le programme de ses travaux et l'ordre du jour suivant :

1. Election du bureau et des membres du Comité ministériel de suivi des Dix.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Débat général.
4. Examen du rapport du Comité technique d'experts.

5. Examen des rapports des quatrième, cinquième et sixième réunions du Comité ministériel de suivi des Dix.
6. Questions diverses.
7. Date et lieu de la prochaine réunion.
8. Adoption du rapport et clôture de la réunion.

VI. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

A. Débat général

42. Le Président sortant de la Conférence, M. David E. Motsa, Ministre du travail de Swaziland a dit que c'était un honneur et un privilège pour sa délégation et le Gouvernement de sa Majesté d'avoir été élu pour présider la Conférence. Il a remercié les représentants d'avoir confié au Swaziland cette importante responsabilité. Il a, au nom des représentants, remercié le Président sortant, le Soudan pour l'excellent travail accompli au cours des trois dernières années. Il s'est félicité de l'issue heureuse de la réunion du Comité technique d'experts, du Comité des Dix et de l'excellente façon dont le secrétariat de la CEA avait organisé les réunions. Il s'est aussi félicité de la qualité technique des documents présentés.

43. La tâche de la Conférence était redoutable et il a invité les représentants à consacrer toute leur énergie à l'accomplissement de leur tâche. L'Afrique se heurtait à d'énormes problèmes complexes tels que la pénurie aiguë de main-d'oeuvre qualifiée, la sécheresse, les insuffisances alimentaires, l'insuffisance des capacités de gestion, l'accroissement très rapide de la population, le chômage, l'exode des cerveaux. L'analyse faite par les experts faisait ressortir un tableau très sombre pour l'avenir. La situation exigeait que tous oeuvrent à la recherche de solutions aux multiples problèmes de développement humain qui avaient été identifiés. Il a ensuite demandé aux représentants d'intervenir dans le débat général.

44. Dans son intervention, le représentant de l'Ouganda a rendu hommage au secrétariat de la CEA pour avoir organisé la Conférence avec compétence et présenté une documentation bien écrite et détaillée. Il a informé la Conférence que l'Ouganda avait reconnu la nécessité de relancer la planification et la mise en valeur de la main-d'oeuvre, de les incorporer le plus tôt possible dans le développement socio-économique global. A cette fin, l'ensemble des projets et programmes inclus dans le plan de redressement et de développement avaient été évalués du point de vue de leur potentiel de création d'emplois. Le Gouvernement avait demandé que le BIT fournisse une assistance pour une mission multidisciplinaire sur l'emploi afin de recueillir et analyser les informations sur l'ampleur, les formes et les tendances du chômage. Les conclusions de cette mission serviraient de base à la formulation de politiques de la main-d'oeuvre et de l'emploi. Déjà dans le domaine de l'emploi, les efforts avaient été intensifiés pour instruire les travailleurs et réduire au minimum les risques pour la santé découlant du travail. Des projets avaient été élaborés afin d'évaluer les risques pour la santé découlant de la manipulation, du stockage et de l'utilisation des pesticides dans les exploitations agricoles ainsi que pour la sécurité et la santé des ouvriers dans l'industrie cotonnière en vue de l'adoption de mesures appropriées pour les protéger contre les risques.

45. S'agissant de la planification de la main-d'oeuvre et de la formation de personnel, une difficulté majeure était l'insuffisance des données sur l'enseignement, la formation, l'emploi et le chômage. Toutefois, l'enquête nationale de 1988 sur la main-d'oeuvre avait amélioré cette situation en ce qui concernait les données sur l'emploi dans les secteurs structuré et non structuré de l'économie. Sur la recommandation de l'enquête, un atelier sur la politique de gestion des ressources humaines avait été tenu en octobre 1990 pour analyser les lacunes existant dans la formulation de la politique de gestion des ressources humaines. L'atelier a recommandé la mise sur pied d'un Conseil national de la main-d'oeuvre chargé de formuler et d'impulser la politique nationale relative à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines. Il a également vivement recommandé l'établissement d'un système national d'information sur la main-

d'oeuvre, aux fins du stockage, de la fourniture et de la diffusion, sous l'égide du Conseil national de la main-d'oeuvre, des informations et des données sur les questions de main-d'oeuvre et d'emploi.

46. Grâce à l'assistance du PNUD et du BIT, une autre analyse des conclusions émanant du rapport de l'enquête nationale sur la main-d'oeuvre de 1989, avait été effectuée. Cependant, cette analyse n'avait été achevée que dans deux secteurs : l'enseignement et la santé. Elle couvrirait en fin de compte l'industrie, l'agriculture, le commerce et le bâtiment. Les conclusions seraient traduites en mesures adéquates à l'échelle nationale dans le domaine de l'enseignement et de la formation.

47. Concernant la formation de personnel, diverses mesures avaient été instituées par le gouvernement afin d'améliorer l'efficacité de la fonction publique. Y figuraient le relèvement et la modernisation des établissements de formation de fonctionnaires - l'Institut d'administration publique et le Centre de formation en cours d'emploi; la fourniture d'un soutien plus important aux établissements de formation professionnelle et technique dans leurs programmes de préformation et de formation en cours d'emploi; la modernisation de l'enseignement dans les instituts polytechniques, etc.. L'University de Makerere avait été également renforcée pour lui permettre de dispenser des cours adaptés dans des domaines comme la politique et la planification économiques ainsi que la gestion. Deux autres universités nouvelles allaient par ailleurs être ouvertes à Mbarara pour la médecine, la science et la technique et à Mbale pour les études islamiques.

48. Un rapport établi par le Gouvernement sur l'examen et la réorganisation de la fonction publique recommandait à l'Etat d'améliorer ses modalités et conditions d'emploi ainsi que de payer le minimum vital aux fonctionnaires. Cette recommandation ne pourrait vraisemblablement être appliquée que par la rationalisation des fonctions et la réduction du nombre de ministères, à savoir réduire la fonction publique afin d'en améliorer l'efficacité, freiner l'exode des cerveaux et attirer les Ougandais qualifiés travaillant à l'étranger.

49. Dans le domaine de l'enseignement, le Gouvernement a publié un livre blanc à la suite des recommandations formulées par la Commission chargée d'examiner la politique en matière d'enseignement dans son rapport 1989, en vue d'élaborer un programme quinquennal d'investissement dans le secteur qui comprendrait 39 projets intégrés. Le cadre directif pour l'exécution du programme préconisait des interventions stratégiques axées sur quatre domaines principaux i) Amélioration des possibilités d'accès; ii) Amélioration de la qualité, de l'efficacité et de l'utilité de l'enseignement; iii) Renforcement de l'efficacité interne; iv) Amélioration de la gestion financière.

50. En conclusion, le représentant a déclaré que l'Ouganda s'efforcerait d'appliquer les recommandations issues de la Conférence de façon à promouvoir le redressement et la transformation socio-économiques dans le pays.

51. Le représentant de l'Egypte a commencé par remercier le Président sortant et les participants pour les mots aimables qu'ils avaient prononcés à l'occasion de l'élection de M. Boutros Ghali au poste de Secrétaire général de l'ONU. Il a ensuite déclaré que l'Egypte n'avait ménagé aucun effort en ce qui concerne la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines. Une stratégie avait été adoptée, qui était axée sur le développement des secteurs public et privé. Dans l'application de cette stratégie, l'Egypte collaborait avec des bailleurs de fonds et des institutions financières pour mettre en place un fonds de développement social, dont l'objectif était d'atténuer les effets néfastes des programmes d'ajustement structurel. Le capital de ce fonds, d'un montant de 1 milliard 6 millions de livres égyptiennes, permettrait de recycler les travailleurs victimes de compressions du personnel et de les aider à mettre sur pied de petites entreprises.

52. L'Egypte attachait une grande importance à l'enseignement fondamental, technique et professionnel et avait réussi à allier la théorie à la pratique. Un projet avait été mis au point pour réunir les formateurs et les utilisateurs de main-d'oeuvre. Plusieurs entreprises et organisations patronales avaient pris part au projet, qui devait être plus tard élargi au secteur public. L'objectif était de recenser les besoins en main-

d'oeuvre qualifiée des secteurs privé et public, afin d'adapter l'enseignement et la formation aux exigences du développement socio-économique du pays.

53. Conformément aux recommandations du Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, l'Egypte avait mis en place un fonds de coopération technique pour aider les autres pays africains dans les efforts qu'ils déploient pour former la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire dans différents domaines du développement et pour contribuer aux efforts faits en matière de formation.

54. Prenant ensuite la parole, le représentant du Sénégal a déclaré que son pays avait commencé à intégrer les questions relatives à la population, à l'enseignement, à la formation et à l'emploi dans le processus de planification et de développement. Cette nouvelle approche avait été rendue nécessaire par l'adoption d'un programme d'ajustement structurel et le souhait de maîtriser les taux d'accroissement rapide de la population, de promouvoir la condition des femmes et des groupes particuliers, de favoriser leur participation aux activités de développement national et d'améliorer la qualité de la vie dans les zones rurales.

55. Pour faire face à ces nouvelles exigences, on avait introduit un plan triennal d'investissement public qui serait revu chaque année pour évaluer l'état d'avancement, les réalisations et les mesures requises pour ajuster l'orientation du programme et les priorités en matière d'allocation des ressources, le cas échéant.

56. Le nouveau système de planification comportait des modèles relatifs à l'enseignement et à l'emploi, dont l'objet était de permettre aux autorités de prévoir les besoins du système éducatif en matière d'infrastructures, de services, de perfectionnement du personnel enseignant, etc. C'est ainsi que le plan à moyen terme pour la période 1991-1995 envisageait notamment d'accroître les taux de scolarisation, d'assurer la formation professionnelle à des niveaux accrus et d'augmenter les programmes d'enseignement primaire et fondamental. Conformément à la Déclaration de Khartoum, le Sénégal avait fait du facteur humain le noyau du processus de planification de son développement.

57. Le représentant du Ghana a commencé son intervention en félicitant le représentant du Swaziland pour son élection à la présidence de la Conférence. Il a déclaré qu'on ne saurait surestimer l'importance de la mise en valeur et de l'utilisation efficace des ressources humaines dans un continent sous-développé et tributaire du monde extérieur. Il a attribué pour une large part la misère en Afrique à la pénurie chronique de personnel qualifié dans les domaines de la gestion et de l'administration, de l'industrie, de la santé et d'autres secteurs vitaux. Pour atténuer ces problèmes, il convenait d'accorder un rang de priorité élevé à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines et de les promouvoir dans le contexte du Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, document nouvellement établi par l'Equipe spéciale interinstitutions de l'ONU sur les ressources humaines.

58. Etait particulièrement important l'accent mis dans le Cadre sur la nécessité de donner une formation pratique aux jeunes et de modifier les programmes scolaires en vue de les orienter vers le développement. Le représentant du Ghana a cependant déploré que le projet de Cadre n'ait pas suffisamment mis l'accent sur la situation concernant la multiplication des conflits et des guerres civiles sur le continent. Il a fait observer que ces derniers avaient gravement perturbé le développement de l'enseignement, détruit les services de santé, entraîné des mouvements massifs de population et contribué à la fréquence de la famine. Dans ce contexte, la planification, la mise en valeur et l'utilisation effectives des ressources humaines étaient difficiles à réaliser.

59. Parlant de l'application de la Déclaration de la vingt-septième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur la crise de l'emploi en Afrique, il a indiqué que le Ghana s'était employé à réduire l'exode rural et les taux élevés de chômage qui en résultaient, grâce à l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales, elle-même rendue possible par l'accroissement des investissements, l'électrification des zones rurales, la construction de routes, la fourniture d'eau potable et de services sanitaires, de services bancaires, de crédit agricole, etc. Ces politiques ont eu pour effet un renversement salutaire de l'exode rural.

60. Afin de promouvoir la croissance des petites et moyennes entreprises, on avait levé les restrictions sur l'accès aux devises et les voyages d'affaires à l'étranger, institué des réformes fiscales, entrepris des programmes de formation pour les fonctionnaires déflatés et mis en place un conseil de promotion de la petite industrie. Les efforts déployés par le Ghana étaient entravés par l'insuffisance des ressources financières, qui avait été aggravée du fait des obligations du pays au titre du service de la dette. Le représentant du Ghana a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle se penche sérieusement sur l'endettement de l'Afrique. Il a également demandé une intensification de la coopération régionale, à travers la création d'institutions de développement communes telles que des centres régionaux d'excellence en matière de formation et de recherche technique et scientifique, dans le but de réduire les coûts et d'accroître les économies d'échelle. En conclusion, il a demandé à la CEA d'aider les Etats membres à mettre en place des réseaux de recherche au niveau régional, en vue de maximiser la diffusion et l'exploitation des résultats des travaux de recherche.

61. Dans sa déclaration le représentant du Gabon a dit que la récession économique et le programme de redressement qui avait été mis en place pour la résoudre ainsi que la nouvelle situation politique dans son pays avaient créé beaucoup de difficultés aux populations. La demande de services dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement humain avait augmenté. Pour faire face à cette demande et malgré les mesures d'austérité du programme de redressement économique, davantage de ressources avaient été dégagées pour appuyer le développement humain. Parallèlement, des efforts énergiques étaient déployés pour la réinsertion des fonctionnaires déflatés afin qu'ils trouvent de nouveaux emplois ou s'établissent à leur propre compte. Il a souligné que le Gabon où à l'instar d'autres pays africains, l'économie était orientée sur l'exportation, devait définir de nouvelles stratégies de coopération avec d'autres pays africains en vue de renforcer sa base sociale et économique et améliorer considérablement les résultats dans le domaine du développement humain.

62. Le représentant du Rwanda a pris la parole en félicitant l'Egypte et l'ensemble des autres pays africains de l'élection, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, du premier Africain à la haute charge de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Son pays accordait, dans le domaine des ressources humaines, la plus grande priorité à l'amélioration de la situation sanitaire de la population. Dans une situation où, d'après l'OMS, plus de 400 millions d'Africains étaient affligés par des maladies endémiques, il fallait de toute urgence redoubler d'efforts pour traiter les problèmes de santé du continent. L'urgence était encore plus impérieuse étant donné qu'une main-d'oeuvre affaiblie et en mauvaise santé ne pouvait être productive et ne pouvait que consommer les maigres ressources de la nation, qui auraient pu être utilisées à d'autres fins. Le représentant a fait appel à tous les gouvernements africains afin qu'ils cherchent à réaliser les objectifs de la santé pour tous d'ici à l'an 2005.

63. Pour appliquer la recommandation de la Déclaration de Khartoum, le Soudan avait décidé de faire de l'être humain le centre du développement. Les programmes axés sur l'élimination de la pauvreté étaient renforcés et visaient à générer des revenus grâce à la mise en place des petites entreprises pour les particuliers et les groupes. Un fonds a été créé pour les agriculteurs, les petites industries et les artisans. Un fonds de sécurité sociale et une mutuelle avaient été créés pour subvenir aux besoins des groupes à faible revenu et pour fournir des subventions. L'agriculture se développait aussi bien dans le secteur moderne que traditionnel. La Banque agricole avait créé 91 succursales. Dans le domaine des besoins essentiels, des efforts étaient déployés pour améliorer la fréquentation des établissements d'enseignement fondamental et développer les soins de santé primaire. Les inscriptions dans les universités avaient augmenté. La formation en cours d'emploi se développait. Des efforts étaient faits pour promouvoir et renforcer l'administration publique et la gestion.

64. L'investissement public dans le secteur agricole avait été augmenté considérablement et le pays était devenu autosuffisant dans le domaine de la production du sucre et allait l'être pour le blé. Un conseil de gestion des ressources humaines avait été créé pour formuler des politiques en matière de formation, réviser les structures de salaires et garantir des salaires minimums. Parallèlement des efforts plus considérables étaient déployés pour encourager la participation populaire au processus de planification du développement.

65. Pour sa part, la représentante des Seychelles a déclaré que la taille et la population de son pays ne mettaient pas celui-ci à l'abri des problèmes de mise en valeur des ressources humaines que connaissait l'Afrique. Son pays était en proie à de graves pénuries de main-d'oeuvre et, de ce fait, était fortement tributaire de techniciens étrangers. Bien que l'enseignement fondamental soit universel aux Seychelles, près des deux tiers des arrivants sur le marché du travail étaient dépourvus de toute qualification. Pour corriger ce déséquilibre, des réformes de l'enseignement avaient été introduites dans le but de renforcer le volet "formation technique" dans les programmes de l'enseignement primaire et fondamental.

66. Etant donné leur superficie, les Seychelles ne pouvaient pas se permettre d'avoir leur propre université. Pour une large part, l'enseignement et la formation du second degré devaient être effectués à l'étranger, ce qui avait des répercussions sur l'adaptation de la formation aux besoins et aux réalités du pays. Conjointement avec leurs voisins insulaires, les Seychelles exploraient la possibilité de créer une université sous-régionale pour faire face aux besoins en cadres moyens et supérieurs pour les îles de l'océan Indien. La représentante des Seychelles a indiqué que son Gouvernement avait élaboré un plan quinquennal de mise en valeur des ressources humaines, qui serait soumis pour financement à une conférence des bailleurs de fonds devant se tenir prochainement.

67. Le chef de la délégation nigériane a ensuite pris la parole. Il a félicité le Président de son élection et exprimé l'espoir que son mandat permettrait de progresser dans le domaine de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines.

68. Le chef de la délégation a noté que toutes les données disponibles indiquaient qu'il n'y avait pas eu, au cours des ans, de véritables progrès dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines en Afrique. La situation demeurait sombre. Les conditions de vie des populations africaines s'étaient détériorées. Pourtant, les déclarations faites par les délégations à la Conférence avaient mis en évidence les gros efforts déployés par les différents gouvernements pour améliorer les conditions sociales des populations africaines. Cependant, quelque chose n'allait pas du tout. Soit que les mesures prises par les gouvernements n'avaient pas répondu de façon adéquate aux décisions adoptées ou que les rapports présentés à la réunion ne montraient pas les conditions qui régnaient dans le continent sous leur véritable jour. La principale question que la Conférence avait à examiner était donc celle de la définition d'un cadre régional réaliste pour la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en vue de promouvoir les efforts nationaux, sous-régionaux et régionaux pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines et d'assurer leur complémentarité.

69. Le chef de la délégation nigériane s'est déclaré convaincu que tous les efforts visant à concevoir un plan et à l'exécuter ne mèneraient à rien si les problèmes que posait la question cruciale de l'instabilité interne n'étaient pas abordés. Il était d'avis que les résultats de la Conférence seraient plus crédibles si les problèmes dus aux troubles interafricains et intra-africains étaient abordés comme il se devait.

70. Le représentant du Nigéria a informé les participants à la réunion que son pays attachait une grande importance à la Déclaration de Khartoum. Pour résoudre le problème de la création d'emplois, le Gouvernement nigérian avait mis en place une direction nationale de l'emploi. Depuis sa création, la direction exécutait quatre programmes de base. Il s'agissait du programme pour l'emploi et la formation professionnelle des jeunes, du programme relatif à la petite industrie et à l'emploi des nouveaux diplômés, du programme concernant l'auto-emploi dans le domaine de l'agriculture et du programme spécial de travaux publics pour la création d'emplois.

71. Des difficultés financières avaient empêché ces programmes de donner leur pleine mesure. Toutefois, les Nigérians étaient assez satisfaits de leur contribution à l'emploi et à la formation professionnelle des jeunes ainsi qu'à la promotion des possibilités d'auto-emploi pour les jeunes qui quittaient l'école.

72. Parmi d'autres programmes qui avaient été lancés pour créer des emplois dans les communautés urbaines et rurales; figuraient : a) le programme de mise en place d'une direction de l'alimentation, des

routes et de l'infrastructure rurale, b) le programme pour l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales et c) le programme relatif aux banques populaires et communautaires octroyant des crédits aux petites entreprises et aux membres des associations coopératives des secteurs rural et non structuré.

73. Les gouvernements devraient adhérer fermement aux objectifs consistant à assurer l'eau potable et salubre à tous d'ici l'an 2000. Le Nigéria avait pris très au sérieux ses responsabilités au titre de ces programmes ainsi que les recommandations de la Déclaration de Khartoum. Il avait consacré d'énormes ressources à la fourniture de soins de santé à des prix abordables et rationalisé le dispositif institutionnel pour la fourniture de soins de santé à la population, qui comportait à présent trois volets à savoir : a) les soins de santé primaires aux communautés rurales au niveau des administrations locales, b) les soins de santé secondaires au niveau des gouvernements des Etats et c) les soins de santé tertiaires au niveau du Gouvernement fédéral.

74. Finalement, le représentant du Nigéria a réaffirmé qu'il était nécessaire de créer un cadre qui guiderait les pays africains dans leurs efforts individuels et collectifs pour améliorer les conditions de vie de leur population. Le train international était en marche, et les résultats des travaux de la Conférence montreraient si l'Afrique était en mesure de le prendre.

75. Intervenant dans le débat général, le représentant du Kenya a dit que son pays avait accompli des progrès considérables dans le domaine de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines. En 1988, un ministère de la mise en valeur de la main-d'oeuvre et de l'emploi à part entière avait été créé pour définir et appliquer des politiques pour la planification, la mise en valeur, l'utilisation de la main-d'oeuvre dans le pays et la coordination de l'exécution des programmes qui en découleraient.

76. Le Ministère de la mise en valeur de la main-d'oeuvre et de l'emploi avait depuis précisé son rôle et ses fonctions, ayant créé trois départements techniques, à savoir l'Office de la planification de la main-d'oeuvre, l'Office de la mise en valeur de la main-d'oeuvre et le Bureau national de l'emploi, qui étaient dotés de mandats généraux en ce qui concerne la planification et la mise en valeur de la main-d'oeuvre, l'emploi, le recensement des qualifications, les services dans le domaine de l'emploi, la planification et la coordination des programmes de formation, la kényanisation et la bourse du travail.

77. Le représentant a demandé à ce que l'on abandonne l'approche vague en matière de gestion des ressources humaines. Le problème de la dette découlait en partie du fait qu'on essayait de maintenir en place des services souhaitables en matière de mise en valeur de ressources humaines. Les investissements dans les ressources humaines devraient être effectués de la même façon que les investissements dans d'autres facteurs de production économique tels que la terre, les capitaux et la technologie.

78. La croyance selon laquelle il était possible de consacrer des dépenses illimitées aux programmes d'enseignement, de formation et de mise en valeur de la main-d'oeuvre, sans assurer leur conformité avec les besoins réels de l'économie, devrait être abandonnée. En raison des pénuries de ressources, les investissements dans la mise en valeur des ressources humaines devraient être effectués d'une façon qui permette d'obtenir une plus grande productivité. Cette question devrait être examinée de façon plus approfondie afin qu'au fil des ans, on se préoccupe surtout de la formation et de l'utilisation des compétences nécessaires pour éviter les doubles emplois, les conflits et les chevauchements qui, en fin de compte aboutissent à la dissipation des ressources limitées dont disposent les pays africains.

79. En conclusion, il a dit que sa délégation tenait à s'associer aux félicitations adressées à l'Egypte et à l'Afrique à l'occasion de la nomination de Son Excellence Boutros Ghali à la haute charge de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

80. Dans sa déclaration, l'observateur du FNUAP a attiré l'attention de la Conférence sur la situation démographique dans le monde et sur la nécessité d'intégrer les facteurs démographiques tels que la taille, le taux de croissance, la composition, la répartition par âge et par sexe de la population ainsi que ses

déterminants - fécondité, mortalité, migration et urbanisation - dans les stratégies de planification du développement à l'échelle macro-économique et dans les stratégies sectorielles de développement. L'Afrique avait le taux d'accroissement démographique le plus élevé que le monde ait jamais connu et sa population allait, selon les estimations, passer de 650 millions à 900 millions d'habitants d'ici à l'an 2001. En outre, la croissance explosive des villes avait démesurément gonflé les besoins en matière de services urbains, de logements, d'approvisionnement en eau et de services sanitaires ainsi que de disponibilités alimentaires.

81. Le FNUAP soutenait activement les pays qui appliquaient des politiques et programmes de population afin d'adapter leurs politiques démographiques à leurs préoccupations en matière de développement. En coopération avec le BIT, le FNUAP fournissait également une assistance à un certain nombre de pays africains pour des projets liés aux domaines ci-après : population, emploi et mise en valeur des ressources humaines, création d'unités pour la population et la planification, collecte et analyse des données ainsi que recherche, préparation à la vie familiale et services connexes. L'observateur a conclu en disant que son organisme reconnaissait le droit de chaque pays de formuler sa propre politique démographique et était par conséquent disposé à aider dans l'élaboration de programmes visant à obtenir un meilleur équilibre entre les différents facteurs démographiques.

82. L'observateur de l'Association africaine pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes a ensuite pris la parole. Il a informé la Conférence du mandat de l'Association dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines, lequel mettait l'accent sur la population adulte à tous les niveaux, y compris les analphabètes défavorisés dont les compétences locales étaient négligées et l'élite africaine éduquée dont les connaissances importées étaient remises en question. Décrivant les principes de base du mandat, l'observateur a indiqué que l'Association insistait beaucoup sur le rétablissement de la dignité et de l'intégrité des populations africaines, lesquelles étaient sapées en permanence d'abord par l'asservissement, la colonisation et l'enseignement étranger et actuellement par les experts techniques, les consultants et les ONG étrangères. Cette situation, a-t-il dit, avait pour corollaire que l'Association appuyait également le droit des populations africaines de déterminer leur propre programme de développement et de ne pas être obligées d'exécuter des programmes conçus par des étrangers. L'Association appuyait vigoureusement le renforcement des institutions authentiquement africaines. A cet égard, l'observateur a remercié l'OUA et le Gouvernement nigérien d'avoir aidé l'Association à mettre en place l'Institut africain de formation pour l'alphabétisation et l'éducation continue. Il a conclu en saluant les progrès accomplis dans le sens de la participation populaire qui symbolisait le retour de l'Afrique à ses sources.

83. L'observateur du secrétariat du Commonwealth a ensuite fait une déclaration. Son organisme appuyait l'approche intégrée en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines que la CEA préconisait. Il a dit que les ressources servant à appuyer les programmes de mise en valeur des ressources humaines, qui déjà ne répondaient pas aux besoins, étaient très insuffisantes. L'Afrique devait élaborer des stratégies pour intégrer pleinement les questions de développement humain dans le processus de développement national et coordonner ses efforts pour l'expansion de l'enseignement supérieur.

84. Par l'intermédiaire du Fonds pour la coopération technique du Commonwealth, le secrétariat du Commonwealth collaborait étroitement avec tous les grands établissements régionaux et nationaux d'enseignement supérieur. L'observateur a annoncé que le secrétariat serait disposé à apporter son concours pour l'élaboration de programmes régionaux d'enseignement et de formation ainsi que de programmes nationaux dans le secteur de l'enseignement supérieur, en particulier dans les domaines de la science et de la technologie, de la gestion, de la promotion des entreprises et de la formation technique et professionnelle. Le secrétariat pourrait également aider les institutions nationales à renforcer leurs moyens et à élaborer des programmes nationaux dans les domaines spécialisés. Son aide porterait aussi sur l'octroi de bourses et la fourniture d'autres types d'assistance technique. Le représentant a signalé que des discussions étaient déjà en cours avec la CEA sur les modalités de coopération dans cette optique. L'observateur a assuré la Conférence de la ferme volonté du secrétariat du Commonwealth d'aider à faire appliquer certaines des recommandations qui seraient formulées.

85. Le représentant du PECTA/OIT a, dans sa déclaration, exposé les diverses actions qu'entreprenait cet organisme pour promouvoir la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines. L'OIT qui effectuait environ 60 % de ses activités de coopération technique en Afrique, avait fourni une assistance en organisant des cours de formation, des ateliers et des séminaires à l'intention de fonctionnaires, en effectuant des missions consultatives dans les pays et en élaborant des projets. Passant en revue la situation en ce qui concerne les ressources humaines en Afrique, il a indiqué qu'il fallait d'un côté former des compétences pour l'utilisation effective des technologies nouvelles et d'un autre côté opérer les choix en matière d'investissement en fonction d'un rapport salaires/loyer du capital qui puisse être maintenu. L'orientation des politiques en matière de main-d'oeuvre devrait être différente en raison du fait que l'économie planifiée était délaissée au profit d'un recours accru aux forces du marché et le rôle de ces politiques à l'égard du secteur public et privé ne devrait pas être négligé. On devrait s'intéresser surtout à appliquer une approche intégrée en matière de mise en valeur des ressources humaines dans le cadre des politiques et stratégies du développement macro-économique global. L'expérience des PNI asiatiques et le deuxième groupe de PNI avaient donné la preuve que la transformation des pays passait nécessairement par le développement de la recherche, la formation des compétences et le développement de l'esprit d'entreprise. Il a assuré les participants à la Conférence de la disponibilité de l'OIT à les aider dans l'accomplissement de cette tâche complexe.

B. Examen du rapport du Comité technique d'experts

86. La Conférence a examiné le rapport du Comité technique d'experts et l'a adopté après lui avoir apporté une seule modification, la suppression du paragraphe 143. Elle a aussi adopté la résolution 1/91 qui est annexée au présent rapport.

C. Examen des rapports des quatrième, cinquième et sixième réunions du Comité ministériel de suivi des Dix

87. La Conférence a pris note des rapports des quatrième, cinquième et sixième réunions du Comité ministériel de suivi des Dix.

VI. QUESTIONS DIVERSES

88. Aucune autre question n'a été soulevée.

VIII. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

89. Un représentant du secrétariat a indiqué que conformément à son règlement intérieur, la Conférence devait se réunir tous les trois ans. En conséquence, la cinquième réunion serait convoquée en 1994 en un lieu qui serait déterminé ultérieurement. Les Etats membres seraient informés en temps opportun des dates et du lieu exact de la cinquième réunion.

IX. ADOPTION DU RAPPORT DE LA CONFERENCE

90. La Conférence a examiné son rapport et l'a adopté.

X. CLOTURE DE LA REUNION

91. Le Président a remercié les participants pour leur participation active à la réunion et a aussi félicité le secrétariat pour la qualité des documents et pour les exposés présentés.

92. Le représentant du secrétariat a ensuite pris la parole pour féliciter les représentants pour leurs contributions de qualité aux débats, ce qui indiquait qu'ils se préoccupaient vivement de l'état de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines et qu'ils se souciaient de la

nécessité de mettre en valeur les ressources humaines du continent de façon efficace afin de réaliser une croissance et un développement soutenus. Le véritable défi était comment appliquer judicieusement les décisions arrêtées. Le Président a ensuite déclaré la réunion close.

ANNEXE

Résolution 1/91

La Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines,

Rappelant les recommandations faites et les résolutions adoptées à sa troisième réunion ainsi que les décisions prises à sa quatrième réunion sur la nécessité d'intensifier les efforts visant à améliorer les conditions humaines et la mise en valeur des ressources humaines sur le continent et intensifier les efforts visant à suivre la situation en ce qui concerne la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique,

Consciente des nombreuses initiatives louables prises par les gouvernements africains, les organisations non gouvernementales et la communauté internationale dans son ensemble pour aider à mettre en valeur et utiliser plus efficacement les ressources humaines dans les pays africains,

Notant avec regret que, malgré ces efforts et initiatives, les indicateurs du développement humain n'ont cessé de se détériorer,

Consciente des conséquences négatives de ces tendances sur les perspectives de transformation et de développement socio-économiques à long terme de l'Afrique,

1. Exhorte vivement les gouvernements africains à accorder la priorité au facteur humain et à la mise en oeuvre d'une approche intégrée à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines, en particulier tel qu'énoncé dans le cadre régional de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines en Afrique;
2. Exhorte en outre tous les gouvernements africains à redoubler d'efforts et à affecter les ressources nécessaires pour améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux, rendre plus adaptés l'enseignement, la formation et la recherche dans leurs institutions d'enseignement supérieur en vue de la transformation et du développement soutenu de leurs économies, promouvoir l'accroissement des emplois dans tous les secteurs de l'économie, reconstituer les capacités d'exécution en matière de développement; juguler l'exode des cerveaux et opérer des réformes dans l'enseignement supérieur;
3. Félicite l'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines d'avoir élaboré le Cadre régional de mise en valeur et d'utilisation des ressources en Afrique et lui demande d'intensifier ses efforts pour coordonner les activités des Nations Unies dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines au niveau régional;
4. Lance un appel à la communauté internationale et aux organismes des Nations Unies afin qu'ils apportent leur plein appui à la stratégie et aux priorités énoncées dans le cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique, fassent davantage appel aux compétences et aux consultants locaux dans les projets de développement qu'ils financent et demande instamment au PNUD d'exécuter le Programme pilote relatif à la mise en valeur intégrée des ressources humaines;
5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'intensifier les efforts faits par la CEA pour aider les gouvernements africains à renforcer leurs capacités de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines;
6. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'appliquer fermement les différentes mesures prises pour aider à renverser l'exode des cerveaux, en particulier le Programme CEA/OIM de retour des compétences pour l'Afrique et d'exécuter rapidement le Programme régional d'échange d'experts africains sur la base d'un projet pilote;

7. Invite l'Organisation intergouvernementale pour les migrations (OIM) à accroître son appui au Programme CEA/OIM de retour des compétences pour l'Afrique administré par la CEA dans le cadre régional défini par les gouvernements africains et à fournir des ressources au Programme régional de la CEA d'échange d'experts africains.

**RAPPORT DE LA QUATRIEME REUNION DU COMITE TECHNIQUE
D'EXPERTS DE LA CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES
DE LA PLANIFICATION, DE LA MISE EN VALEUR ET DE
L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES**

(Maison de l'Afrique, Addis-Abeba, 18-20 novembre 1991)

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

93. La quatrième réunion du Comité technique d'experts de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines s'est tenue du 18 au 20 novembre 1991 à la Maison de l'Afrique à Addis-Abeba.

94. Les 34 pays suivants ont assisté à la réunion : Algérie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Jamahiriya arabe libyenne, Libéria, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

95. Les organismes et institutions des Nations Unies indiqués ci-après ont assisté à la réunion : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

96. Des observateurs des organisations inter-gouvernementales, régionales, internationales et non gouvernementales ci-après étaient également présents : Centre africain pour la recherche appliquée et la formation en matière de développement social (ACARTSOD), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI), Centre de recherche pour le développement international (CRDI), Organisme japonais pour la coopération internationale (JICA), Organisation pour la recherche en sciences sociales en Afrique de l'Est (OSSREA), Organisation de l'unité africaine (OUA) et Association africaine pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes (AALAE).

97. Le Chargé d'affaires de l'Ambassade de Norvège et représentant résident de l'Agence norvégienne de développement a aussi assisté à la réunion.

II. OUVERTURE DE LA REUNION

98. Dans ses remarques préliminaires, le Président sortant, S.E. Mahgoub Elbadawi, Président du Conseil soudanais de la mise en valeur des ressources humaines, a exprimé sa gratitude au Gouvernement éthiopien pour avoir accueilli la quatrième Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines ainsi qu'à M. Issa B.Y. Diallo, Secrétaire exécutif par intérim de la CEA et au Secrétariat de la CEA pour l'organisation de la réunion et les efforts déployés pour l'élaboration des documents.

99. Il a rappelé la troisième réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines qui s'était tenue trois ans plus tôt à Khartoum (Soudan) et dont le thème était : "Ressources humaines pour le redressement socio-économique et le redressement". L'un des résultats majeurs de cette Conférence a été la Déclaration de Khartoum qui était le point de ralliement pour la mise en valeur des ressources humaines en Afrique et qui était conçue pour

sortir l'Afrique de sa crise socio-économique et placer l'être humain au centre de tous les efforts de développement.

100. Le Président sortant a ensuite attiré l'attention sur les problèmes que connaissait le continent et qui étaient l'analphabétisme, un revenu par habitant faible, le manque d'installations appropriées pour l'approvisionnement en eau potable, une courte espérance de vie, etc.

101. Il a lancé un appel à la Conférence pour qu'elle passe en revue les résultats obtenus depuis l'adoption de la Déclaration de Khartoum en 1988. Il a ajouté que les documents montraient que des efforts considérables avaient été déployés pour résoudre ces problèmes. Il a notamment mentionné la création de nouveaux départements dans plusieurs Etats membres dans le but de promouvoir la mise en valeur des ressources humaines. La participation des femmes et des jeunes, l'éducation, et les politiques en matière de formation et d'emploi ont également été mises en exergue.

102. L'intervenant a conclu sa déclaration en soulignant qu'il fallait intensifier les efforts en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de développement humain et fournir un appui accru aux programmes de mise en valeur des ressources humaines.

103. Dans sa déclaration d'ouverture, M. Abdulrazak Ahmed, Vice-ministre du travail et des affaires sociales du Gouvernement de transition de l'Ethiopie a dit que la situation en ce qui concerne les ressources humaines était critique sur le continent, notamment à un moment où son pays opérait des changements dynamiques visant la transformation totale de sa société. Il a signalé que l'Afrique traversait toujours une période très difficile sur le plan socio-économique, caractérisée par un lourd endettement, la sécheresse, la désertification, la faim, la maladie, l'ignorance, la pauvreté extrême et les guerres civiles qui avaient entraîné le déplacement d'un grand nombre de personnes.

104. M. Abdulrazak a fait observer que parmi les nombreux problèmes qui méritaient une attention particulière figuraient la détérioration marquée de la situation de l'emploi dans la région, l'accroissement rapide de la population active et la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée.

105. Les deux secteurs absorbant le plus de main-d'oeuvre durant les années 90 resteront les secteurs rural et informel, et l'adoption de politiques appropriées pour ces secteurs permettrait d'atténuer le problème du chômage dans les années 90.

106. L'intervenant a souligné la contribution potentielle des femmes à la production et a exhorté les pays africains à prendre l'engagement d'assurer un certain niveau d'éducation fondamentale à tous leurs citoyens, spécialement les femmes, de façon à accroître leur productivité non seulement dans l'agriculture mais dans tous les secteurs de l'économie. Il a en outre fait savoir que des ressources suffisantes pourraient être allouées à la formation et que des possibilités d'acquérir de nouvelles compétences devraient être offertes aux travailleurs pour qu'ils puissent être au courant des technologies nouvelles et faire face aux défis futurs.

107. Il a informé les participants que l'Ethiopie était engagée dans un processus de transformation pacifique. La guerre intestine continuelle qui avait ravagé le pays avait pris fin, permettant à l'Ethiopie d'entrer dans une nouvelle ère de paix et de tranquillité.

108. Dans sa conclusion, le représentant du Gouvernement de transition a fait observer que les points à l'ordre du jour soumis à l'examen de la réunion étaient tous pertinents pour le développement du continent. Il a demandé au Comité technique d'experts de se pencher sur ces questions et de présenter des propositions concrètes qui favorisent le développement de l'Afrique.

109. Il a assuré les participants de la coopération totale du Gouvernement de transition de l'Ethiopie et a souhaité aux représentants un agréable séjour à Addis-Abeba.

110. Dans son discours à la réunion du Comité technique d'experts de la Conférence des ministres, M. Issa B.Y. Diallo, Sous-Secrétaire général de l'ONU et Secrétaire exécutif par intérim de la CEA s'est dit très heureux de s'adresser au Comité pour la première fois depuis qu'il avait pris ses fonctions à la Commission en août 1991. Il avait noté avec satisfaction le travail accompli par le Comité au cours de ses trois dernières réunions et espérait qu'il continuerait à en être ainsi avec lui.

111. M. Diallo a attiré l'attention des représentants sur le thème de la Conférence qui était "le Programme de africain en matière de ressources humaines pour les années 90 et au-delà". Le choix d'un tel thème était tout à fait indiqué, la réunion se tenant après l'examen final du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) et les facteurs et conditions qui avaient présidé à la naissance du PANUREDA existant toujours en 1991. Pour résoudre les problèmes de l'Afrique, il était par dessus tout essentiel d'accorder le rang de priorité le plus élevé à la mise en valeur des ressources humaines en mobilisant toutes les énergies afin de mettre en place les moyens nécessaires pour éliminer l'analphabétisme, parvenir à l'autosuffisance alimentaire, réduire la faim et la famine, la pauvreté, la malnutrition et la morbidité, mettre en valeur et former une main-d'oeuvre qualifiée. Ce n'était là rien de nouveau pour le Comité puisqu'en 1988 la Conférence des ministres responsables des ressources humaines avait adopté la Déclaration de Khartoum qui mettait l'accent sur le facteur humain dans le développement. L'un des résultats de la Conférence de Khartoum a été la création de l'Equipe spéciale interinstitutions, composé de la CEA (président), du PNUD (co-président), de l'OMS, de l'UNICEF, du BIT, du PAM, de la BAD et de l'UNESCO. L'un des résultats du travail de l'Equipe spéciale - un Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique - était soumis au Comité pour examen. L'intervenant a invité les participants à examiner ce document minutieusement car il allait servir de base à un programme d'assistance technique des institutions. Déjà, le PNUD avait élaboré un Programme pilote relatif à la mise en valeur intégrée des ressources humaines, qui permettrait au PNUD de fournir une assistance aux pays africains. Ce programme pilote se fondait sur le Cadre.

112. Le Sous-Secrétaire général a également rappelé aux représentants certaines des autres questions importantes que le Comité devait examiner. En premier lieu, venait la question du chômage dans l'économie africaine. Il a dit qu'il était temps pour l'Afrique de prendre position et de commencer à lutter contre la propagation de ce problème en Afrique. En deuxième lieu, l'intervenant a rappelé aux participants la nécessité de parvenir à l'autosuffisance et d'instaurer la confiance en soi afin que l'Afrique puisse faire face à l'action conjuguée des forces sur la scène économique, financière et politique mondiale dans l'avenir immédiat et au cours du XXIème siècle. Pour ce faire, il fallait l'appui énergétique, l'engagement et la participation des établissements d'enseignement supérieur de l'Afrique grâce à la formation de la main-d'oeuvre de niveau moyen et de haut niveau et des activités de recherche et des services consultatifs. Cependant, a-t-il ajouté, les établissements d'enseignement supérieur ne seraient efficaces que s'ils sont dotés de ressources nécessaires et suffisantes. Il a par conséquent, lancé un appel aux représentants pour que lors de la discussion des questions concernant les établissements d'enseignement supérieur en Afrique, ils présentent des recommandations réalistes propres à permettre à ceux-ci de fournir une assistance plus adéquate aux Etats membres dans leurs efforts de développement. Dans ce cadre, la collaboration et la coopération étaient nécessaires et la CEA reconnaissait ce facteur tout comme la Banque mondiale et le PNUD qui avaient tout deux des plans et programmes d'action pour aider les gouvernements africains à mettre en place des moyens dans les divers secteurs de l'activité économique et sociale.

113. M. Diallo a aussi rappelé aux représentants la question épineuse de l'exode des cerveaux, qui paralysait les économies africaines. Le temps était venu pour les pays africains de trouver des solutions pour résoudre la fuite importante de main-d'oeuvre qualifiée, réduire l'ampleur de la pénurie de cadres qualifiés et mettre fin à l'exode des cerveaux. Pour commencer, la CEA proposait à la réunion un programme d'échange, au sein de la région, d'experts auquel tous pourraient contribuer et dont tous pourraient profiter. Il a lancé un appel aux représentants pour qu'ils examinent de façon approfondie le programme proposé et présentent des recommandations adéquates.

114. Dans sa conclusion, M. Diallo a exhorté les participants à présenter leurs observations sur le programme de travail et ordre de priorité 1992-1993 dans le domaine des ressources humaines, de

l'administration publique, des finances et du développement social. Ces observations étaient nécessaires pour que le programme de travail soit utile. Il a ensuite souhaité aux participants plein succès à leurs travaux.

III. ELECTION DU BUREAU

115. La réunion a élu le bureau suivant :

Président	:	Swaziland
Premier Vice-président	:	Kenya
Deuxième Vice-président	:	Sénégal
Troisième Vice-Président	:	Ethiopie
Rapporteur	:	Soudan

116. Les participants ont proposé que la réunion des ministres examine la proposition suivante, à savoir ajouter les membres suivants au Comité ministériel de suivi des Dix :

Le Malawi pour représenter la région de l'Afrique australe,
L'Algérie pour représenter la région de l'Afrique du Nord,
Le Rwanda pour représenter la région de l'Afrique centrale,
Le Togo et le Nigéria pour représenter la région de l'Afrique de l'Ouest.

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

117. La réunion a adopté l'ordre du jour et le programme de travail suivant :

Séance d'ouverture

Election du bureau

Application des recommandations de la troisième réunion de la Conférence

Examen du cadre régional en ce qui concerne la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique

Les établissements d'enseignement supérieur et le développement à long terme de l'Afrique

Mesures pour la formation des compétences essentielles pour la formulation et l'exécution de stratégies et programmes de développement économiques

Programme de travail de la CEA 1992-1993 dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines, de l'administration publique, des finances et du développement social

Examen et adoption du rapport de la réunion

Clôture de la réunion.

V. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

A. Application des recommandations de la troisième Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines (E/ECA/PHSD/TC/91/WP.9)

118. En présentant le rapport sur les recommandations de la troisième Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, le fonctionnaire du secrétariat a déclaré que la Conférence des ministres, se rendant compte de la nécessité de mesures urgentes et concertées pour améliorer la condition humaine et poursuivre les efforts dans les domaines de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines pendant toute la période du redressement et au-delà, a accordé un rang de priorité élevé à l'éducation, à la formation et à l'emploi, à la santé et à la nutrition et reconnu la nécessité de porter une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes.

119. Le représentant de la CEA a ensuite cité les trois résolutions qui ont été adoptées à la troisième Conférence. Dans la première, il était recommandé de soumettre la Déclaration de Khartoum à la réunion de la Conférence des ministres de la CEA marquant le 30ème anniversaire de la CEA et au Comité *ad hoc* plénier de l'Assemblée générale chargé de l'examen et de l'évaluation à mi-parcours du PANUREDA. Elle invitait les Etats membres, les institutions des Nations Unies, les pays donateurs, les organisations régionales et sous-régionales ainsi que les ONG, les établissements d'enseignement supérieur et les institutions de formation de la main-d'oeuvre en Afrique à appliquer d'urgence les recommandations et à veiller à ce que la préoccupation à l'égard de la dimension humaine du développement soit reflétée de façon adéquate dans les programmes de développement des pays africains. La deuxième résolution invitait les Etats membres à adopter des mesures visant à attirer et retenir leur main-d'oeuvre qualifiée. La troisième résolution priait les pays donateurs et les organismes de financement et en particulier le PNUD de faire des contributions pour la bonne exécution du projet régional relatif au Programme spécial d'action pour l'administration et la gestion en Afrique (SAPAM).

120. Le représentant de la CEA a récapitulé certaines des mesures importantes adoptées par les Etats membres, le secrétariat de la CEA et les organismes des Nations Unies dans le cadre des recommandations et des résolutions de la troisième réunion de la Conférence des ministres. Il a été noté que si certaines de ces activités avaient été entreprises en application des recommandations des ministres, d'autres avaient été prises conformément à l'optique nouvelle en matière de développement qui avait émergé à Khartoum.

121. En dépit de la crise économique et des obstacles rencontrés au cours de l'application des recommandations des ministres, certaines mesures ont été prises par les Etats membres à divers niveaux pour la promotion de la mise en valeur des ressources humaines. Parmi les initiatives dans ce domaine figure la création de nouveaux ministères, départements, sections ou services dans plusieurs Etats membres dans le but de promouvoir la mise en valeur des ressources humaines. La participation des femmes a été accrue dans les projets et programmes d'éducation et de développement pour leur permettre d'accéder au crédit et à la technologie afin d'accroître leur productivité. En vue de promouvoir l'enseignement général et le perfectionnement des connaissances pratiques, les programmes d'alphabétisation scolaire et extrascolaire ainsi que les moyens de formation technique et professionnelle ont été renforcés. Des mesures ont également été prises pour favoriser la participation populaire au développement, à travers la redynamisation des actions de développement communautaire, la promotion de l'esprit d'entreprise dans le secteur privé structuré et dans le secteur non structuré, ainsi que l'amélioration des services de vulgarisation agricole en milieu rural.

122. Passant en revue les activités menées par les organismes des Nations Unies, le fonctionnaire de la CEA a indiqué qu'à l'initiative de l'Equipe spéciale interinstitutions chargée de suivre l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA), les institutions avaient intensifié leur coopération et leurs efforts sur les différents fronts définis dans la Déclaration de Khartoum. L'ONU avait également mis sur pied une équipe spéciale

interinstitutions pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique, qui a élaboré un cadre régional énonçant les objectifs du continent en matière de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines. Parmi les autres mesures citées par le fonctionnaire de la CEA, figurent les efforts du PNUD visant à introduire pour la première fois une mesure statistique du développement humain; l'initiative de l'UNICEF portant sur la création d'un centre international pour le développement de l'enfant, dont l'objectif est de renforcer les capacités nationales pour la survie et le développement de l'enfant; le programme "Priorité : Afrique" de l'Unesco; le projet de la Banque mondiale sur la dimension sociale de l'ajustement; enfin, les activités d'organismes tels que le BIT, l'ONUDI, UNIFEM et le FIDA visant à renforcer les capacités des femmes. Le fonctionnaire de la CEA a également mentionné plusieurs études et rapports préparés par l'Unesco, l'UNICEF, la Banque mondiale, le BIT, le PNUD et d'autres organismes et qui tous sont axés sur la dimension humaine.

123. En ce qui concerne la contribution de la CEA, un accent particulier a été mis sur les rapports du Comité ministériel de suivi des Dix, qui avaient permis de mettre en exergue la détérioration des indicateurs du développement humain en Afrique. Parmi les autres mesures prises par la CEA, figure l'élaboration du Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS), qui a permis à l'Afrique de disposer d'une stratégie plus globale d'ajustement accompagné de transformation et de développement. La convocation d'une conférence internationale sur la participation populaire ainsi que les différentes activités entreprises dans le cadre de l'application de la Charte de la participation populaire, notamment la mise sur pied au sein de la CEA d'un centre de liaison chargé d'en assurer le suivi, ont également été mentionnées. Les initiatives prises en vue de la promotion de la femme dans le développement ont aussi été citées.

124. Le fonctionnaire de la CEA a parlé des résultats obtenus par la CEA en application des résolutions 2 et 3, portant sur la lutte contre l'exode des compétences, l'élimination des pénuries de personnel qualifié et le renforcement des capacités d'administration publique et de gestion. Il a indiqué que le champ d'action et la portée du programme CEA/OIM intitulé "Retour des compétences en Afrique" avaient été considérablement renforcés et qu'un projet, à savoir le Programme spécial d'action pour l'administration et la gestion en Afrique, avait été mis au point pour améliorer le rendement et l'efficacité des services publics africains et renforcer les capacités de gestion du développement et d'entreprise.

125. Enfin, le fonctionnaire de la CEA a parlé de l'assistance continue apportée par la CEA aux Etats membres dans leurs efforts visant à renforcer et à améliorer la planification, la gestion, le suivi et l'évaluation de leurs politiques et programmes de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines, à travers l'organisation de séminaires, de journées d'étude et de conférences, la publication de documents techniques et la réalisation de travaux de recherche.

126. Le Comité a pris acte du document.

B. Un cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique

127. Présentant le "Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique" (Document E/ECA/PHSD/TC/91/WP.2), un fonctionnaire de la CEA a déclaré qu'en réponse à l'appel lancé dans la Déclaration de Khartoum pour plus d'efforts en vue d'appuyer la mise en valeur des ressources humaines en Afrique, l'ONU avait créé une équipe spéciale interinstitutions pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, qui était présidée conjointement par la CEA et le PNUD et dont les membres étaient les suivants: BIT, PAM, FAO, OMS, FNUAP, UNICEF, ONUDI, Unesco, Banque mondiale et BAD. L'Equipe spéciale avait notamment pour mandat de formuler des stratégies et des politiques de rechange et de définir les modalités de financement de leur application.

128. Le fonctionnaire de la CEA a fait observer que l'élaboration d'un cadre régional énonçant les objectifs de l'Afrique en matière de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines constituait la première grande initiative de l'Equipe dans ce sens. Le cadre contenait un ensemble de directives pour le

choix, la formulation, l'exécution, le suivi et l'évaluation de programmes de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines qui soient conformes aux objectifs de développement économique et social à long terme du continent.

129. Le fonctionnaire de la CEA a déclaré que si les tendances actuelles en matière de développement social et humain persistaient, l'Afrique serait la seule région du monde où la pauvreté augmenterait au lieu de régresser. Il en était de même de l'ensemble des autres indicateurs du développement humain: emploi et salaires, éducation, analphabétisme, santé, alimentation et nutrition, mortalité maternelle et infantile. Les groupes le plus gravement touchés par l'insuffisance actuelle de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines en Afrique étaient les jeunes, les populations rurales, les pauvres des villes et les femmes. Des mesures correctives devraient être prises pour empêcher une aggravation de la crise en Afrique. C'était là le défi présenté par le Cadre.

130. Décrivant les principales caractéristiques du Cadre, le fonctionnaire de la CEA a défini les domaines dans lesquels les interventions internationales d'ordre matériel, la coopération technique, un plus grand recours aux experts locaux dans les projets financés par des bailleurs de fonds extérieurs et la coordination entre les différents acteurs à tous les niveaux (économique, politique et technique) permettraient de renforcer les capacités en vue d'une mise en valeur et d'une utilisation plus efficaces des ressources humaines en Afrique.

131. Le Cadre définissait, par conséquent, les priorités, objectifs et interventions stratégiques nécessaires pour améliorer la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, à savoir:

- i) Un cadre organisationnel et institutionnel au niveau national pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines;
- ii) La promotion de l'éducation de base pour tous, en assurant, en développant et en renforçant l'enseignement fondamental et fonctionnel pour les enfants, les jeunes non scolarisés et les adultes analphabètes;
- iii) La maximisation des possibilités d'emploi grâce à une réorientation des politiques macro-économiques, au renforcement des programmes d'appui institutionnel et à l'institution de programmes spéciaux de création d'emplois;
- iv) La formation des cadres moyens et supérieurs pour appuyer la promotion de la science et de la technique au service du développement;
- v) Le renforcement des capacités pour une gestion efficace du développement, à travers la formation et un soutien accru aux institutions nationales;
- vi) La promotion de la participation populaire au développement en permettant aux citoyens de prendre des décisions sur les questions qui touchent leur vie et leur bien-être;
- vii) L'instauration d'un climat propice à la motivation, à l'efficacité et au rendement;
- viii) La satisfaction des besoins sanitaires et nutritionnels fondamentaux;
- ix) L'amélioration des capacités de formulation de politiques, de planification et de gestion en matière de ressources humaines.

132. Le Cadre définissait également les modalités financières de l'exécution des programmes de mise en valeur des ressources humaines et proposait des mesures telles que l'allocation efficace des ressources nationales limitées aux programmes de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines grâce à la

réduction des dépenses militaires, à la diminution des dépenses consacrées au service de la dette extérieure, à la réduction de la corruption et d'autres fuites de capitaux et aux contributions du secteur privé, des organisations bénévoles, des ONG, etc..

133. Le fonctionnaire de la CEA a ensuite expliqué qu'un des principaux objectifs du Cadre était la mise en place aux niveaux national, sous-régional et régional de bases de données concernant la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, de façon à faciliter le suivi et l'évaluation des projets ou programmes donnés ainsi que de la situation en ce qui concerne la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, au moyen d'un jeu complet d'indicateurs: intrants, processus, produits et impact.

134. Le Cadre était également très souple, ce qui laissait aux pays la latitude de choisir et d'exploiter toute combinaison d'interventions possibles. De même, les organismes de développement sous-régionaux, régionaux et internationaux pourraient choisir le domaine particulier de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines dans lequel ils apporteraient leur concours, conformément à leur mandat et à leur domaine de compétence respectifs.

135. Le fonctionnaire de la CEA a fait observer que l'application, le suivi et l'évaluation du Cadre nécessiterait l'intervention concertée et coordonnée des différents Etats africains, des organismes des Nations Unies et des organismes de développement multilatéraux, aussi bien nationaux qu'internationaux. Il a toutefois souligné que la responsabilité première de l'application réussie du Cadre incombait aux gouvernements et aux peuples africains.

136. Finalement, le représentant de la CEA a exposé certaines des mesures qui pourraient être prises aux niveaux national et international ainsi que le rôle des organisations non gouvernementales. Il a indiqué qu'avec un appui approprié à tous les niveaux (national, régional, sous-régional et international), la mise en oeuvre du Cadre pourrait apporter des améliorations significatives et décisives à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines d'ici la fin de la phase quinquennale.

137. Durant le débat général sur le "Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique" des déclarations ont été faites par le Sénégal, le Soudan, le Nigéria et la Guinée. Des représentants du PECTA/OIT, de la Banque mondiale et de ESAMI sont également intervenus.

138. Les intervenants ont félicité le secrétariat de la CEA et l'Equipe spéciale inter-institutions de l'ONU pour l'importance et la qualité du document qui avait bien cerné une question extrêmement complexe. Ils ont souligné la nécessité de mettre au point des indicateurs qui permettraient non seulement de juger de la réussite des programmes avant et après leur application mais seraient aussi un moyen pour les Etats membres de suivre continuellement l'exécution des programmes de mise en valeur des ressources humaines. Les Etats membres ont été invités à coordonner leurs actions en renforçant leurs instruments de collecte de l'information et des données et en informant de façon continue les Etats sur les problèmes rencontrés et sur les moyens de les résoudre.

139. Les participants ont estimé qu'il fallait souligner, dans le document et les politiques gouvernementales, le rôle de l'information et de la technologie, la nécessité de mettre en valeur des ressources humaines de plus grande qualité et de former de la main-d'oeuvre de haut niveau et les besoins des réfugiés et des personnes déplacées en matière de mise en valeur des ressources humaines, car c'était là le moyen de résoudre les problèmes de l'Afrique en matière de ressources humaines. Le problème des ressources financières en particulier, rendrait l'exécution du plan difficile pour les pays africains. Il a été souligné qu'il était nécessaire dans le Cadre d'étudier comme il se devait les effets du manque de stabilité et des troubles politiques qui ravageaient la région. A cet égard, un représentant a cité comme exemples les artisans, les travailleurs qualifiés et les petits entrepreneurs dont les besoins essentiels pourraient être satisfaits grâce à la création de coopératives et de banques populaires. Un représentant a fait observer que l'accent n'avait pas été mis, dans le Cadre, sur les incidences de l'explosion démographique. A cet égard, il a recommandé que l'Afrique s'oriente vers la petite famille, car c'était la tendance dans le reste du monde.

140. Un représentant a posé des questions sur les différences entre la Déclaration de Khartoum et le Cadre régional, le problème de coordination entre la CEA et l'OUA, un cas d'espèce étant le Programme de retour des compétences de la CEA et le projet que l'OUA allait lancer et il a aussi voulu savoir dans quelle mesure le CARPAS était appliqué par les Etats membres.

141. Des déclarations ont été faites par des représentants du PECTA/OIT, de la Banque mondiale et de ESAMI. Ces organismes ont informé les participants sur les programmes respectifs lancés récemment pour fournir un appui à l'Afrique dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines et de la mise en place de moyens. En particulier, l'attention a été attirée sur l'Initiative pour la mise en place de moyens en Afrique de la Banque mondiale (ACBI) parrainée par la Banque mondiale, la BAD et le PNUD; les programmes de l'OIT relatifs à la mise en place de moyens dans la région dans les domaines de la promotion de l'emploi et de la mise en valeur des ressources humaines, les efforts déployés pour établir un réseau d'institutions de recherche et les programmes de formation de l'ESAMI axés sur le développement de la gestion.

142. Intervenant dans le débat général, le représentant de la CEA a remercié les participants pour leurs contributions sensées et utiles et leur a donné l'assurance qu'elles seraient dûment reflétées dans le document révisé. Expliquant la différence entre la Déclaration de Khartoum et le Cadre régional, il a indiqué que le Cadre régional s'inspirait de la Déclaration de Khartoum. Cependant, il représentait essentiellement la mise en oeuvre pratique de la nouvelle optique définie dans la Déclaration de Khartoum.

143. Il a assuré les participants que la coopération entre la CEA et l'OUA était sur une excellente base. Il a ensuite remercié le représentant qui a mentionné spécifiquement le Programme de retour des compétences et a indiqué qu'il aborderait cette question avec son homologue de l'OUA pour éviter la dispersion des efforts et assurer la continuation de la coopération fructueuse entre les deux organisations. S'agissant du CARPAS, il a indiqué que c'était un cadre général qui se proposait de faire en sorte que l'ajustement et la transformation soient réalisés en même temps et que la dimension humaine soit placée au centre du processus de développement. Les divers pays africains étaient libres d'utiliser ce cadre global pour concevoir leurs propres programmes nationaux d'ajustement accompagnés de transformation, selon la façon qu'ils estimaient adéquate.

C. Programme pilote du PNUD relatif à la mise en valeur intégrée des ressources humaines

144. Un représentant du PNUD a fait une communication sur le Programme pilote du PNUD relatif à la mise en valeur intégrée des ressources humaines. Il a indiqué que le PNUD était conscient de l'importance des ressources humaines dans le développement et avait en conséquence accordé le poids et la priorité voulus à la promotion des ressources humaines sur le continent africain.

145. Le Programme pilote était exécuté au niveau national pour renforcer les capacités en matière de formulation des politiques, d'exécution des programmes et de mise en place d'institutions en vue de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines. Les problèmes de coordination étaient les principales causes de l'inefficacité des programmes nationaux relatifs aux ressources humaines. Pour apporter des améliorations, le Programme viserait les objectifs suivants :

- i) La création d'un service de coordination au sein du gouvernement comprenant une équipe ministérielle de haut niveau regroupant des planificateurs, des spécialistes des finances qui feraient le point sur la mise en valeur des ressources humaines et formuleraient des politiques et plans d'action pour la mise en valeur des ressources humaines;
- ii) La mise en place de centres de liaison et de réseaux nationaux, reliant autant d'agents chargés de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines que

possible de façon à promouvoir une méthodologie "de la base vers le sommet" dans la recherche de solutions aux problèmes.

146. Le représentant du PNUD a indiqué que le Programme pilote intéresserait six pays et durerait 18 mois. Pendant les deux premiers mois, le Programme procéderait à des examens et évaluations ainsi qu'à un inventaire de la situation. Pendant les quatre mois suivants, les modalités d'exécution seraient élaborées et les quatorze derniers mois seraient consacrés à l'exécution.

147. Le projet exigeait des gouvernements participants qu'ils mettent en place un secrétariat national, désignent les membres du réseau et fournissent l'appui administratif nécessaire. Le PNUD recruterait les consultants nationaux et internationaux dans tous les domaines appropriés. Ceux-ci passeraient 30 m/h à visiter les pays sur une période de six à douze mois.

148. Le Comité a félicité le PNUD pour cette initiative et a indiqué qu'il était heureux que cette activité soit initialement menée dans le cadre d'un projet pilote car elle visait à résoudre un problème qui avait paru insoluble dans de nombreux pays, à savoir la coordination. En cas de succès, les résultats pourraient servir d'exemple et de leçon utile aux pays africains pour ce qui est de la coordination des efforts de développement. Une question a été soulevée cependant, à savoir qu'il faudrait tout faire pour éviter le double emploi lors de la création de structures institutionnelles nationales pour suivre des activités telles que celle mentionnée, compte tenu du fait que dans le cadre du Programme des EPNCT, des comités nationaux avaient déjà été créés. Bien que les objectifs des EPCNT diffèrent de ceux du présent programme, il a été souligné qu'au cours de la mise en place des moyens institutionnels nécessaires pour l'exécution du programme, les structures existantes devraient être renforcées et non multipliées.

**D. Mise en oeuvre de la Déclaration de la vingt-septième session
de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement
de l'OUA sur la crise de l'emploi en Afrique**

149. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/PHSD/TC/91/WP.6 intitulé "Note sur la mise en oeuvre de la Déclaration de la vingt-septième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur la crise de l'emploi en Afrique". Ce document était complété par deux autres : "The African Employment Challenge of the 1990s" (E/ECA/PHSD/-TC/91/CRP.2) et "Strategies for Manpower Utilization and the Unemployment Crisis in Africa" (E/ECA/PHSD/TC/91/CRP.1[6,2(iii)]). L'intervenant a rappelé que par sa résolution LC-RES 150(xiii) sur la crise de l'emploi en Afrique, la Commission du travail de l'OUA a, à sa treizième session tenue à Addis-Abeba, demandé à l'OIT/PECTA, à la CEA et à l'OUA d'élaborer un projet de déclaration sur la crise de l'emploi en Afrique qui serait adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa session de 1991. C'est ainsi que le projet de déclaration a été élaboré et soumis à la Commission du travail de l'OUA à sa quatorzième session en 1991. Le projet a été donc approuvé pour être soumis à la vingt-septième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement qui l'a adopté. L'analyse faite par l'OIT/PECTA et la CEA de la situation de l'emploi en Afrique au fil des ans s'est reflétée dans la formulation et l'adoption de la Déclaration par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. Pour bien situer la Déclaration, le représentant du secrétariat a brièvement présenté les symptômes, les causes et les effets du problème de l'emploi dans l'économie africaine.

150. Depuis le début des années 80, les indicateurs de l'efficacité de l'utilisation des ressources humaines montraient une tendance négative. Dans son Rapport sur le développement humain 1991, le PNUD avait indiqué que 100 millions d'Africains étaient en chômage déclaré en 1991 bien qu'un chiffre plus plausible de 30 millions de chômeurs ait été avancé dans l'Examen et l'évaluation finals de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990).

151. Le sous-emploi - avec une productivité relativement faible - était une situation qui prévalait tant dans le large secteur agricole africain que dans le secteur non structuré urbain en croissance. Il a augmenté dans les pays africains au cours des années 80. Entre 1985 et 1990, 30 millions de producteurs africains sont

devenus sous-employés, ce qui portait le nombre total de sous-employés en Afrique à 90 millions de personnes en 1990.

152. Le sous-emploi touchait tout le secteur agricole bien qu'il devienne de plus en plus prononcé dans le secteur salarié officiel. Dans l'agriculture, le sous-emploi était essentiellement dû à la dépendance à l'égard des pluies et aux aléas climatiques. Les techniques utilisées dans l'agriculture en Afrique limitaient aussi sérieusement la production, tout comme la santé et l'état nutritionnel déficients des travailleurs agricoles. Certaines normes et pratiques culturelles qui confinaient l'homme ou la femme dans certains rôles en matière de production ont également contribué à la baisse de la productivité agricole.

153. La mauvaise utilisation des ressources humaines a aggravé l'exode des cerveaux. On estime qu'au cours des cinq dernières années, 50 000 à 60 000 Africains hautement qualifiés ont fui le continent. Le vide ainsi créé a eu une incidence sur le fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur, des entreprises industrielles et des sociétés d'Etat.

154. Le chômage des personnes instruites est également devenu un véritable problème dans la plupart des pays africains. Les personnes touchées sont celles qui sortent des établissements d'enseignement supérieur mais qui ne peuvent trouver d'emploi, soit parce que les compétences qu'elles ont acquises ne correspondaient pas à celles demandées par les employeurs, soit à cause de la baisse de la demande de main-d'oeuvre dans l'économie.

155. Les facteurs à l'origine de cette situation fâcheuse sont, en gros, au nombre de trois : une crise économique persistante, l'effritement de la capacité de développement et les faiblesses en matière de politiques et d'institutions.

156. Le représentant du secrétariat a indiqué que les ressources humaines ne pouvaient être efficacement utilisées que dans la mesure où le permettaient les conditions socio-économiques en vigueur. En Afrique, les conditions socio-économiques se sont détériorées au point d'entraver les efforts visant à assurer une utilisation plus productive des ressources humaines. Tout au long des années 80, le revenu par habitant a baissé en moyenne de 1,7 % par an, la formation brute de capital fixe de 1,9 %, les exportations et les importations de 2,7 % et 3 % respectivement et les cours des produits de base de 3,1 %. L'encours de la dette qui était de 203,7 milliards de dollars E.-U. en 1986 a atteint 256,9 milliards de dollars E.-U. en 1989 et 271,7 milliards en 1990. Ces cinq dernières années, le ratio du service de la dette a dépassé 32 % en moyenne. Alors que les flux de ressources extérieures sont tombés de 19,2 milliards de dollars E.-U. en 1982 à 17,9 milliards en 1987 pour n'augmenter que légèrement à la fin de la décennie, les transferts nets d'Afrique n'ont cessé d'augmenter. Les montants dégagés en faveur du seul FMI étaient de 1 milliard de dollars E.-U. en 1986, 1,1 milliard en 1987 et de 3 milliards de dollars E.-U. à partir de 1988.

157. Les cours des produits de base n'ont cessé de baisser, ce qui a entraîné une baisse proportionnelle des recettes d'exportation. Le pouvoir d'achat des exportations a perdu environ 47 % de sa valeur de 1980 au cours des années 80. Selon les estimations les plus modérées, la fuite des capitaux aurait atteint 30 milliards de dollars E.-U. au cours des cinq précédentes années. La conjugaison de tous ces facteurs défavorables a entraîné une baisse de l'investissement privé qui est passé de 6,7 milliards de dollars E.-U. en 1986 à 3,5 milliards en 1989.

158. Les taux de croissance économique extrêmement faibles ont eu une incidence négative sur la création d'emplois et ont contribué à accroître considérablement le chômage dans les économies africaines.

159. En l'absence de possibilités suffisantes d'emplois rémunérateurs dans l'économie, un effet de "grappillage" s'est produit : les travailleurs se contentaient d'emplois de deuxième choix faiblement rémunérés pour lesquels ils étaient probablement surqualifiés. Le secteur non structuré s'est développé. Pendant la décennie des années 80, il a fourni 19 millions de nouveaux emplois contre les 2 millions du secteur officiel. Etant donné que dans le secteur non structuré la productivité est faible, cette tendance

signifiait en fait que les conditions économiques ont davantage marginalisé les producteurs africains en les confinant dans des activités où la productivité était très faible.

160. La productivité agricole a gravement baissé et la situation alimentaire s'est aggravée. L'intervenant a indiqué que le fait que les producteurs agricoles africains, qui constituent environ 70 % de la population active du continent, ne produisaient qu'environ 50 % de la quantité de denrées alimentaires dont avait besoin la population africaine, dénotait assurément la faible productivité et le sous-emploi.

161. Les programmes d'ajustement structurel ont eu pour conséquence une réduction des ressources nécessaires à la planification, à la mise en oeuvre et au suivi du développement ainsi que l'incertitude et la démotivation chez les travailleurs. Les faiblesses institutionnelles existantes se sont renforcées : systèmes de rémunération et d'incitation inadéquats, insécurité dans la carrière, manque de professionnalisme, politisation du processus de prise de décisions, etc.. Les cadres ne sont plus en mesure de gérer le développement. Un vide s'est créé, qui a été comblé, dans de nombreux pays, par les bailleurs de fonds et les ONG.

162. L'accent, qui était précédemment mis sur les ministères stratégiques tels que ceux de la planification, de l'industrie, etc., est à présent mis sur les finances en réponse à la préoccupation actuelle liée à la gestion ponctuelle à court terme de la situation financière et de la dette. En conséquence, les ministères de la planification ont, dans certains cas, été divisés et, dans d'autres, ont perdu une grande partie de leur fonction de planification. Ainsi, une faible priorité a été accordée au développement à long terme, lorsqu'il n'a pas été complètement abandonné, et la capacité du gouvernement à coordonner le développement s'est considérablement affaiblie.

163. Le résultat a été à terme l'effritement de la capacité des gouvernements à formuler et appliquer une politique de développement. L'affaiblissement des capacités, structures et infrastructures de planification macro-économique a entraîné l'affaiblissement de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, et ce d'autant que la planification des ressources humaines jouait un rôle central dans la réduction du chômage et l'accroissement de la productivité. Les mesures à moyen et long terme qui exigeaient une planification judicieuse pour produire une main-d'oeuvre qualifiée, accroître la productivité agricole et créer l'environnement nécessaire pour motiver la main-d'oeuvre afin qu'elle utilise pleinement ses potentialités ont été entravées par l'effritement des capacités.

164. Le représentant du secrétariat a indiqué que si tous les gouvernements africains ont reconnu la gravité de la crise de l'emploi, très peu ont élaboré des politiques et mis en place des mécanismes pour faire face au problème. La nature vague des approches à suivre pour surmonter résolument les problèmes d'emploi en Afrique s'est traduite par le flou constaté dans la définition des rôles et fonctions des institutions publiques qui devaient s'occuper des questions d'emploi et d'utilisation des ressources humaines. L'infrastructure institutionnelle devant permettre d'accroître la productivité dans l'économie africaine était également faible. Des problèmes de manque de probité et de responsabilité publique, de mauvaise tenue des dossiers et de manque d'engagement persistaient. Les pénuries de matériel et l'inadaptation des outils de travail et des équipements avaient également eu un effet négatif sur la productivité. Les salaires étonnamment bas payés aux fonctionnaires, notamment dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, ont non seulement entamé leur moral, mais également généralisé la corruption dans le secteur public, ce qui a eu pour effet de paralyser les autres secteurs productifs, la productivité des travailleurs des secteurs privé, non structuré et agricole et de compromettre le bien-être de l'ensemble de la communauté.

165. Malgré tout l'intérêt accordé à la privatisation et à la promotion de l'entreprise et du secteur non structuré, les gouvernements n'ont pas créé les institutions ni lancé les programmes requis pour faciliter la transition d'un développement conduit par le secteur public vers un développement ayant pour locomotive le secteur privé. De même, à part les belles paroles prononcées au sujet du secteur non structuré, peu a été fait pour ce qui est de prendre des mesures concrètes, de créer des institutions et de lancer des programmes capables de servir de tremplin pour le décollage escompté du secteur.

166. S'agissant de l'avenir, le représentant du secrétariat a dit que les perspectives d'emploi en Afrique étaient sombres. L'économie régionale devant, selon les prévisions, croître de 3,7% en moyenne par an, la population active de 3,2% et le volume de l'emploi de 2,4%, le chômage était appelé à s'aggraver. Le secteur moderne ne créerait que 6% de tous les emplois dans les années 90. Les 94% restants seraient assurés par l'agriculture et le secteur non structuré. On s'attendait par conséquent à ce que le nombre des sans-emploi triple dans les zones urbaines au cours des dix prochaines années.

167. C'était en conséquence dans ce contexte que la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement devrait être perçue. Le représentant du secrétariat a rappelé que les gouvernements africains s'étaient de nouveau engagés dans la Déclaration à lancer les politiques, programmes et actions requis pour relever le défi de l'emploi dans les années 90. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé leur attachement au Plan d'action de Lagos, au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et au Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel. Ils étaient convenus de stimuler la croissance économique, de poursuivre une approche du développement plus axée sur l'homme, plus démocratique et plus participative et d'oeuvrer pour la restructuration de leur système de production. Le représentant a affirmé que les gouvernements africains s'étaient engagés en vertu de la Déclaration à favoriser le développement rural, considéré comme une importante stratégie pour l'emploi rural, et à poursuivre plus vigoureusement l'application des programmes d'emploi en faveur des jeunes, des femmes et des autres groupes désavantagés. En conséquence, ils ont promis de consacrer une plus grande partie de leurs ressources à des activités de promotion de l'emploi.

168. Le représentant du secrétariat a annoncé qu'en application des engagements pris dans la Déclaration et des recommandations qu'elle contenait, les propositions concrètes suivantes ont été formulées :

- i) Là où les régimes fonciers se sont révélés être un obstacle à une plus large utilisation des terres agricoles (un trop grand nombre de producteurs n'ayant guère la possibilité d'accéder à la terre) il serait nécessaire d'entreprendre une réforme foncière en vue d'accroître les sources de production agricole, d'augmenter la productivité et de réduire le chômage dans les zones rurales, ainsi que de réorienter les sans-emplois des zones urbaines vers les zones rurales où des possibilités d'emploi rémunérateur existent.
- ii) Au moins 20 à 25% du volume total des investissements publics devraient être canalisés vers le secteur agricole. Ces investissements devraient viser dans le moyen et le long termes à accroître les rendements dans l'agriculture, à étendre les superficies cultivées, à intensifier le recours à la science, à améliorer les techniques de production et à élever le niveau de qualification dans l'agriculture et les activités rurales non agricoles.
- iii) L'appui au moyen de crédits aux petits exploitants et aux entrepreneurs ruraux stimulerait considérablement les initiatives privées dans le secteur agricole et les secteurs connexes, ce qui permettrait d'élever les rendements et de créer un plus grand nombre d'emplois dans les zones rurales.
- iv) Un prix minimum garanti pour les produits agricoles vivriers et la gestion de ces produits dans une optique stratégique par le biais d'un système de stocks et de réserves assurerait un revenu minimum régulier aux agriculteurs et stimulerait la demande de main-d'oeuvre dans le sous-secteur de l'agro-industrie, dans les transports, les services et le commerce.
- v) Des mesures spéciales devraient être prises pour moderniser la capacité installée et l'infrastructure de production, améliorer les systèmes de maintenance, établir des liaisons entre le secteur industriel et la base de ressources naturelles et les renforcer, réduire la dépendance de l'industrie vis-à-vis des facteurs de production importés et

promouvoir les petites et micro-entreprises dans le secteur non structuré de façon à stimuler la croissance des activités manufacturières à petite et moyenne échelle.

- vi) Il convient d'intensifier les mesures visant à juguler la fuite des capitaux des économies africaines, de maintenir les paiements au titre du service de la dette dans des limites raisonnables par rapport aux recettes d'exportation, de négocier des prix plus réalistes pour les exportations africaines de produits de base et de réduire sensiblement les dépenses militaires de façon à mobiliser davantage de ressources financières à investir dans l'économie nationale, l'objectif étant de relancer la croissance et le développement.
- vii) Il est nécessaire de promouvoir la santé, la nutrition, l'assainissement, l'hygiène de l'environnement en particulier chez les enfants, les femmes et dans les collectivités rurales.
- viii) Les services de vulgarisation, les programmes de formation professionnelle et technique, l'enseignement de base et les compétences en alphabétisation fonctionnelle devraient être renforcés. Il faudrait également revoir les programmes de l'enseignement de type scolaire en vue de les adapter aux besoins du monde du travail.
- ix) Il convient de prendre des mesures pour instaurer un environnement propice capable d'encourager les populations à participer librement à la production de biens et de services et de leur permettre de bénéficier directement d'une telle participation grâce au revenu qu'elles perçoivent ou pour leur propre consommation.
- x) Les gouvernements africains devraient être plus sélectifs dans le choix des techniques pour le développement. La création du plus grand nombre possible d'emplois devrait être le principal critère à la base du choix des techniques dans les activités de développement.
- ix) La mobilisation et l'allocation des ressources devraient viser à stimuler le secteur agricole et le secteur non structuré ainsi que les micro-entreprises et les petites entreprises de ce secteur dont les capacités de création d'emplois sont dix fois supérieures à celles du secteur moderne.
- xii) Les gouvernements africains devraient envisager sérieusement de mobiliser des ressources au moyen de mesures financières novatrices ainsi que de dons et d'autres types d'aide financière fournis par la communauté internationale en vue de créer un fonds pour l'emploi qui servirait à financer le crédit, les prêts, la formation, les apports en facteurs, etc., l'objectif étant de promouvoir l'emploi indépendant et d'augmenter la productivité.
- xiii) Il faudrait prendre des mesures spéciales pour favoriser l'emploi des jeunes. Ces mesures pourraient consister à lancer des programmes spéciaux pour l'emploi des jeunes et à mettre en place des programmes de formation et de prêt pour l'emploi des jeunes.
- xiv) Il convient d'élaborer des programmes spéciaux dans le cadre des stratégies prospectives d'Arusha pour la promotion de la femme en vue d'accroître les chances des femmes sur le marché du travail, leur efficacité et leur productivité.
- xv) Les gouvernements devraient s'efforcer d'être plus tolérants à l'égard des ressortissants d'autres pays africains qui souhaiteraient trouver un emploi sur leur

marché du travail tout en s'efforçant de formuler des stratégies pour le développement des marchés régionaux du travail dans le cadre du Traité portant création de la Communauté économique africaine.

- xvi) Il faudrait intensifier les efforts visant à améliorer l'échange de connaissances spécialisées entre pays africains afin de maximiser le recours aux cadres moyens et supérieurs de la région, de juguler l'exode des compétences africaines et de réduire la dépendance du continent vis-à-vis des compétences extérieures.

169. Le Comité a été d'avis qu'il fallait adopter plusieurs approches quant à la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines. Etant donné que des Etats membres appliquaient déjà certaines des solutions proposées par le secrétariat de la CEA, la clé de la réussite pour l'Afrique était de mettre l'accent sur l'autosuffisance. La priorité devait être donnée au secteur agricole et à l'adoption de programmes spéciaux en faveur de l'emploi pour réduire le chômage dont souffraient les pays africains. Le Comité a estimé qu'il s'agissait là d'une action fragmentaire car la véritable solution serait d'adopter des mesures à long terme menant à une croissance économique accélérée qui garantirait la multiplication des emplois. Le développement du crédit agricole, l'implantation de petites industries tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines et la création de fonds spéciaux de promotion du secteur non structuré figuraient parmi les mesures prises par certains Etats membres. Les expériences de certains Etats membres ont été citées en exemples pour faire comprendre certains de ces points.

170. Dans certains pays africains, les gouvernements ont mis l'accent sur le secteur agricole en fournissant aux exploitants les incitations nécessaires pour accroître la production. Des crédits accrus ont été fournis grâce à la création de banques agricoles. Par exemple, dans un Etat membre, le montant des prêts octroyés par les banques agricoles a augmenté - en prix courants du marché - de plus de 5000 fois en quelques années seulement. Des efforts avaient été également faits pour accroître les exportations agricoles. Par exemple, un Etat membre non seulement est devenu autosuffisant en production de sucre mais exportait ce produit qu'il importait auparavant.

171. Pour faire face au problème du chômage dans les zones rurales et urbaines, les gouvernements de certains Etats membres ont mis en place de petites industries dans les centres ruraux et, pour renforcer celles-ci, des banques industrielles ont été créées pour octroyer des crédits aux petites industries à des taux favorables. Des fonds d'appui au secteur non structuré avaient également été créés dans certains pays.

172. S'agissant des problèmes liés au chômage des jeunes, un Etat membre avait mis en place un programme d'emploi de jeunes de 18 à 25 ans. Ce programme visait à créer des petites entreprises (sous forme de coopératives) associant trois à quatre personnes. Les banques octroyaient des crédits - garantis par le gouvernement - à ces entreprises. Au cours de ses deux premières années de fonctionnement, le programme a pu créer environ 10 000 entreprises employant quelque 30 000 jeunes.

173. S'agissant de la coordination et de la mise en oeuvre des diverses déclarations relatives aux problèmes socio-économiques de l'Afrique, le Comité s'est déclaré d'avis qu'il fallait développer la capacité de l'Afrique afin de réduire l'écart entre l'intention et la concrétisation. Il y avait deux façons de coordonner et d'appliquer les différentes déclarations: a) diffuser plus largement les messages des déclarations à tous les niveaux dans les Etats membres; b) faire établir par les Etats membres des plans d'action permettant d'examiner les mécanismes de suivi nécessaires à la mise en oeuvre des déclarations. Puisque les pays africains ne pouvaient pas donner suite à ces diverses déclarations par manque de compétences et de moyens en matière de gestion et d'administration, le secrétariat de la CEA a préconisé l'adoption de politiques et de programmes propres à renforcer la capacité des populations et des gouvernements africains d'appliquer les mesures indispensables à la résolution des problèmes socio-économiques dans lesquels l'Afrique se débattait depuis longtemps.

174. Le représentant de la FAO a indiqué que son organisation, à l'instar des autres institutions des Nations Unies, avait accordé un rang de priorité élevé à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation

des ressources humaines. Il a déclaré que le gros des activités de formation, par exemple, avait été concentré en Afrique, qui a ainsi bénéficié d'environ 30 % des activités. Il a indiqué que les sujets portant sur l'agriculture avaient constitué 46% des cours offerts, suivis du développement rural (26%), de la sylviculture (13%) et de la pêche (7%). Les activités de l'organisation ont porté sur la formation scolaire et extrascolaire et ont été axées sur la formation des formateurs, notamment des techniciens de niveau intermédiaire et des cadres tels que les hauts fonctionnaires, les décideurs et les planificateurs.

175. Il a expliqué que la FAO, en collaboration avec la CEA, avait organisé des séminaires de haut niveau sur l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement agricole, à l'intention des planificateurs du développement et des décideurs. Parmi les autres domaines de formation dans lesquels la FAO collaborait avec la CEA, figuraient la gestion du secteur public, la technologie alimentaire, l'évaluation des pertes alimentaires, la mise en valeur des ressources marines et l'élaboration de programmes de formation en matière de commercialisation agricole. Dans sa conclusion, il a exhorté les pays membres à accroître la part de l'agriculture dans l'investissement public afin de faciliter l'exécution des programmes de formation connexes.

176. Pour sa part, l'observateur représentant le CRDI a indiqué que son organisation jouait un rôle de premier plan dans le renforcement des capacités en Afrique, à travers des travaux de recherche empirique. Il a déclaré que la coordination des activités était l'un des problèmes rencontrés par les bailleurs de fonds ainsi que les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, et a souligné la nécessité de renforcer la coordination afin d'éviter le double emploi. Il a mis en évidence la faiblesse des liens entre les chercheurs et les décideurs et a demandé que ce problème soit résolu. Il a estimé que les problèmes de l'Afrique ainsi que les façons de les résoudre avaient fait l'objet d'une documentation abondante, comme en témoignaient le grand nombre de déclarations, de plans d'action et de résultats de travaux de recherche. Cependant, le problème majeur était que beaucoup de pays africains n'avaient ni la volonté ni la capacité d'appliquer les mesures nécessaires pour remédier à cette situation. Il a demandé que les efforts soient intensifiés en vue de renforcer la capacité des Etats africains à assurer le suivi et l'exécution de leurs différents plans, programmes et stratégies.

E. Les établissements d'enseignement supérieur et le développement à long terme de l'Afrique

177. Le représentant du secrétariat a fait observer au début de son intervention que les pays africains n'avaient d'autre choix que de lancer un processus de croissance économique et de développement auto-entretenu et écologiquement rationnel. Un tel processus devrait être axé sur l'homme, fondé sur une autosuffisance accrue et viser à interioriser les forces de la croissance et du développement. Les établissements africains d'enseignement supérieur devraient se lancer immédiatement dans les domaines d'enseignement, d'apprentissage et de recherche qui sont indispensables pour la formation des cadres sans lesquels l'Afrique serait incapable de transformer son agriculture, de relier efficacement son industrialisation à sa base de ressources naturelles et de devenir une région scientifiquement et techniquement avancée.

178. Le Comité technique d'experts était par conséquent invité à étudier les moyens de réactiver et de maximiser la contribution des établissements africains d'enseignement supérieur au développement accéléré et soutenu du continent dans le long terme.

179. Pour faciliter l'examen de toutes ces questions importantes, quatre documents ont été établis : E/ECA/PHSD/TC/91/WP.7, "Rapport de la quatrième Conférence CEA/OUA des recteurs, présidents et directeurs d'établissements africains d'enseignement supérieur"; E/ECA/PHSD/TC/91/WP.1, "L'enseignement supérieur et l'avenir de l'Afrique dans le XXI^e siècle"; E/ECA/PHSD/TC/91/WP.8, "Revitaliser les établissements africains d'enseignement supérieur en vue du développement à long terme" et E/ECA/PHSD/TC/91/WP.10, "La crise économique, l'ajustement structurel et l'enseignement supérieur en Afrique".

180. Le fonctionnaire du secrétariat a rappelé que pour permettre aux établissements d'enseignement supérieur de définir leur propre rôle dans le développement socio-économique de l'Afrique, la CEA a, depuis 1980, réuni périodiquement la Conférence des recteurs, présidents et directeurs d'établissements supérieur en Afrique. Lors de sa quatrième réunion tenue au Caire (Egypte) en 1989, la Conférence a eu pour thème: l'enseignement supérieur au service de la transformation socio-économique et du développement. Il était devenu indispensable que les établissements redéfinissent une fois de plus leur rôle dans le cadre des mutations rapides qui préparent le monde au 21ème siècle. Le document WP.7 rend compte des débats et des recommandations de la Conférence.

181. Le représentant du secrétariat a déclaré que les déséquilibres à l'échelle mondiale entre la demande et l'offre de facteurs de production persistaient. En outre, on entretenait les illusions à propos d'une gestion mondiale des produits de base qui permettrait de remédier aux graves déséquilibres entre la demande et l'offre de produits primaires et aux problèmes, en retour, des facteurs de production.

182. Le volume des recettes en devises des pays africains avait pour limites les perspectives offertes aux exportations de produits primaires et de produits manufacturés vers les marchés traditionnels des pays industrialisés. Les déséquilibres de la balance des paiements et la crise de la dette avaient réduit les gouvernements africains à accepter des programmes d'ajustement structurel qui prévoyaient notamment le désengagement des gouvernements de la production économique, la libéralisation des importations ainsi que des entrées et des sorties de capitaux, la vente des entreprises d'Etat au secteur privé, des améliorations de la gestion des entreprises d'Etat et l'assujettissement de leurs opérations à des critères de rentabilité commerciale et des dévaluations massives. Ces mesures ne contribuaient en rien à la mise en valeur des facteurs de production (esprit d'entreprise, gestion, personnel d'encadrement et main-d'oeuvre qualifiée, matières premières et produits intermédiaires, équipements, pièces de rechange, outillage, technologie, infrastructure matérielle, cadre institutionnel et services) d'origine locale, ce qui expliquait en grande partie la nécessité d'importer et de s'endetter; elles ne faisaient pas disparaître le nombre important et croissant d'enclaves et de semi-enclaves, ne réduisaient ni les distorsions existant dans les relations économiques ni la dépendance des économies africaines vis-à-vis de l'exportation d'un ou de deux produits primaires, pas plus qu'elles ne faisaient baisser les coûts élevés des capitaux importés et des emprunts internationaux, ni des biens et services importés, quel qu'en soit le financement.

183. La seule réponse était par conséquent de mettre l'Afrique sur une nouvelle voie du développement qui lui permette d'éviter que les crises socio-économiques se renouvellent et durent. Cette voie lui permettrait de se donner et de développer une capacité nationale et multinationale de production et d'accroître rapidement sa capacité d'absorption et d'exploitation optimale des facteurs de production importés.

184. Il s'agissait essentiellement de mettre en place des mécanismes endogènes de croissance pour remplacer les relations nord-sud à bout de souffle. Les éléments en seraient notamment les suivants:

- i) l'élargissement des marchés intérieurs et des relations entre différents marchés par le biais d'accords de coopération économique;
- ii) la mise en place d'industries motrices pour alimenter les secteurs stratégiques;
- iii) la planification et la production en quantités toujours croissantes de facteurs de production de meilleure qualité afin d'établir, par une démarche volontaire, des relations entre les facteurs de production, les industries motrices et les secteurs stratégiques.

185. Le représentant de la CEA a ensuite expliqué quels étaient les défis pour l'enseignement supérieur africain, compte tenu des différents scénarios possibles d'évolution de la région d'ici la troisième décennie du 21ème siècle et a insisté sur la nécessité de sensibiliser les dirigeants et planificateurs, les entrepreneurs, les parlementaires et autres responsables politiques et sociaux, ainsi que les étudiants et la population en général aux dangers potentiels et aux différentes possibilités que recouvrait cette évolution. Il a brièvement

présenté la contribution que l'enseignement supérieur pouvait apporter à la mise en place de mécanismes endogènes permanents de croissance en Afrique au cours des 10 ou 15 prochaines années.

186. Tout d'abord, il a évoqué le rôle des universités dans le développement de l'esprit d'entreprise, des compétences en matière de gestion, de l'enseignement et de la formation, de la définition de programmes de protection de l'environnement, et dans la mise en valeur des ressources humaines nécessaires à la production de matières premières et de biens intermédiaires, de matériel et d'équipement, d'outillage, de technologie, d'infrastructure matérielle, d'institutions et de services. A mesure qu'augmentait la demande de ces facteurs - et, partant, la demande de devises pour leur importation - l'absence de facteurs de production, d'infrastructures et de services nécessaires a par conséquent aggravé la dépendance de l'Afrique à l'égard des importations et la crise de la dette.

187. Le représentant du secrétariat a constaté que les méthodes de production ainsi que les relations de production dans l'économie mondiale subissaient de profondes mutations.

188. L'Afrique, en tant qu'entité socio-économique et politique, se retrouverait à la traîne à la fin du siècle si elle ne s'efforçait pas résolument de restructurer son économie pour s'assurer une croissance et un développement à long terme soutenus et viables. Les établissements d'enseignement supérieur devraient mettre au point des programmes d'enseignement, d'apprentissage et de recherche propres à produire les compétences nécessaires pour rendre le processus de développement endogène, et à établir des relations et une complémentarité entre les secteurs de production, et servir de principal catalyseur interne de la croissance et du développement socio-économique, selon les stratégies les mieux adaptées aux besoins et aux réalités du continent.

189. Pour que les établissements africains d'enseignement supérieur puissent assumer ce rôle, il faudrait qu'ils se lancent dans des domaines nouveaux, non traditionnels, de l'enseignement, à savoir la formation d'entrepreneurs, la gestion au service de la production, de la productivité et du changement, la prospection, l'évaluation et l'extraction de ressources minérales, l'édification d'une capacité de production d'équipements, de pièces de rechange, d'outillage, et dans de nombreux autres domaines de l'enseignement technique encore inexplorés par l'enseignement supérieur africain. Par ailleurs, il faudrait qu'ils modifient leurs méthodes d'enseignement afin d'offrir aux étudiants le maximum de possibilités d'apprentissage par la pratique.

190. Pour que les établissements africains puissent relever ces défis, il faudrait leur redonner de la vitalité. Tout au long des années 80, la tendance avait été de négliger l'enseignement supérieur au profit de l'enseignement fondamental et de l'enseignement primaire, le motif étant que ces derniers étaient plus productifs du point de vue social que l'enseignement supérieur. La CEA s'était toujours déclarée contre la permutation des priorités budgétaires à l'intérieur du secteur de l'éducation. S'il fallait absolument des changements de priorité, ils devraient avoir lieu d'un secteur à l'autre et favoriser l'enseignement et le développement humain, en vue de l'accroissement des compétences mises au service du développement socio-économique.

191. C'est pourquoi la première nécessité était de redonner un nouveau souffle aux établissements d'enseignement supérieur en leur injectant des moyens financiers leur permettant de restaurer leur capacité d'enseigner, d'effectuer des travaux de recherche et d'être utiles aux collectivités auxquelles ils appartiennent. Grâce aux changements de priorité dans les dépenses, comme ceux qui sont préconisés par le CARPAS, on pourrait dégager des ressources financières à cet effet.

192. La deuxième nécessité était d'accroître la valeur de l'enseignement supérieur africain en mettant au point des programmes et en modifiant les cours dispensés de façon à favoriser les sciences. On répondrait ainsi à l'évolution des besoins de l'économie africaine en produisant des compétences qui pourraient être utilisées avec profit pour supprimer les goulets d'étranglement scientifiques et techniques du continent.

193. Troisièmement, il fallait d'urgence faciliter l'accès à l'enseignement supérieur en Afrique. En 1987, 2 % seulement du total des inscrits dans l'ensemble du système éducatif étaient dans l'enseignement

supérieur. En raison du nombre trop limité de ceux qui accèdent à l'enseignement supérieur, il serait difficile de multiplier les compétences de moyen et de haut niveau indispensables à un développement endogène et auto-soutenu.

194. La quatrième mesure à prendre était de restaurer le moral des enseignants de l'enseignement supérieur. Les conditions de travail, l'absence d'incitations financières et d'accès à des fonds pour la recherche avaient sérieusement démobilisé le personnel enseignant et avaient fait baisser leur rendement et la valeur de leur travail. L'exode des cerveaux à partir des établissements d'enseignement supérieur en était une conséquence.

195. Enfin, le représentant du secrétariat a demandé la création d'un cadre régional par le biais duquel on pourrait établir et renforcer des programmes de spécialisation et de coopération inter-institutionnelles. Ce serait un moyen de partager les tâches entre les établissements, à un bon rapport coût-efficacité, de sorte que certaines institutions se spécialiseraient dans la formation d'ingénieurs, tandis que d'autres mettraient en place des programmes de formation d'administrateurs, d'éducateurs ou d'enseignants, ou encore de vétérinaires, etc. pour un groupe de pays ou pour la région tout entière.

196. Le Comité a félicité le secrétariat pour la qualité des documents et des présentations et a dit en partager l'analyse et les recommandations. Il a reconnu que la qualité de l'enseignement s'était détériorée à tous les niveaux et que la redynamisation de l'enseignement supérieur en vue de lui rendre sa qualité était indispensable pour permettre aux établissements d'enseignement supérieur de remplir leur mission auprès des peuples africains. Les mesures proposées à cet effet étaient les suivantes: permettre aux établissements africains d'enseignement supérieur de disposer plus facilement de matériel didactique; renouveler l'engagement à élever et à maintenir la qualité des établissements universitaires; renforcer les capacités d'une recherche axée sur les problèmes de développement du continent; enfin, investir davantage dans l'entretien des infrastructures et des équipements.

197. Le Comité a estimé que les universités ne devraient plus être considérées comme des tours d'ivoire. Les établissements africains d'enseignement supérieur devraient produire des gens capables de s'attaquer aux problèmes de développement de l'Afrique. Le Comité a souligné l'importance de la recherche appliquée dans les efforts de l'Afrique visant à assurer un développement autonome et autosuffisant et à favoriser une économie dynamique. Le Comité a également fait observer que la recherche dans le domaine technologique devrait être encouragée et bénéficier d'un rang de priorité élevé.

198. Le Comité a fait observer que la plupart des pays africains se heurtaient à la pénurie de ressources dans leurs efforts visant à améliorer la qualité de l'enseignement. Les obligations au titre du service de la dette continuaient d'engloutir des ressources nationales considérables, qui auraient pu être utilisées pour améliorer la qualité de l'enseignement. Le Comité a donc demandé que le problème de la mise en valeur des ressources humaines et du développement de la base de compétences soit reconsidéré dans le contexte de la dette. Il a recommandé que les possibilités de coopération intrarégionale dans le domaine de l'enseignement supérieur soient explorées, dans le cadre des efforts déployés par l'Afrique pour améliorer la qualité de l'enseignement et surmonter le problème de la pénurie de ressources.

199. Le Comité a souligné que l'enseignement fondamental et l'enseignement moyen revêtaient une importance majeure pour le développement de l'Afrique, étant donné que le premier était indispensable à l'élimination de l'analphabétisme et que le second rendait des services notables à l'économie. Il a par conséquent demandé que soient intensifiés les efforts visant à développer l'enseignement de base ainsi que la formation professionnelle et technique.

200. Le Comité a noté que la Convention d'Arusha de 1981 préconisant la coopération dans l'évaluation et l'harmonisation des programmes scolaires n'avait été ratifiée que par dix Etats africains. Il a donc prié tous les Etats membres représentés au Comité qui ne l'avaient pas encore fait, de ratifier ladite Convention.

201. Le Comité a demandé que les universitaires des établissements d'enseignement supérieur soient davantage associés à l'analyse et à la formulation des politiques de développement et qu'on ait davantage recours aux services de consultance existant dans les universités africaines.

**F. Mesures pour la mise en valeur des compétences indispensables
à la définition et à l'application de stratégies et de
programmes de développement économique**

202. Un représentant du secrétariat a présenté le document intitulé "Les mesures à prendre pour la mise en valeur des compétences essentielles en vue de la formulation et de la mise en oeuvre des stratégies et programmes de développement économique", E/ECA/PHSD/TC/91/WP.4. Il a expliqué que par "compétences essentielles", on entendait les aptitudes et les capacités nécessaires pour définir et exécuter des stratégies et des programmes de développement socio-économique viable.

203. En ayant accès à l'éducation, à la formation et aux possibilités requises, la population acquerrait les capacités nécessaires pour pouvoir définir et exécuter des stratégies et des programmes qui procureraient un mieux-être matériel et culturel à toute la société.

204. Pour commencer, les compétences essentielles devraient être considérées et analysées en fonction de la base de ressources et des objectifs de développement des différents pays. Toutefois, compte tenu de l'importance de la coopération et de l'intégration régionales dans le développement durable des pays africains, il faudrait considérer les perspectives de coopération régionale en matière de mise en valeur et d'utilisation des compétences essentielles comme étant extrêmement importantes dans les années 90 et au-delà.

205. L'orateur a recommandé l'établissement d'un lien dynamique entre le fonds de compétences essentielles et les tâches cruciales de développement; il a identifié les tâches cruciales et les compétences essentielles tant au niveau de la formulation qu'à celui de l'application des politiques et il a fait valoir qu'à moins de disposer de connaissances et de données adéquates sur le fond de tâches cruciales et de compétences essentielles, les pays africains appliqueraient des politiques, stratégies et programmes peu appropriés de formation des compétences. A cet égard, l'existence d'un chômage déclaré d'artisans, de techniciens et de diplômés d'université devrait constituer un motif de préoccupation pour les dirigeants et les responsables africains. Elle devrait susciter des questions et un dialogue sur la situation en ce qui concerne la mise en valeur et l'utilisation des compétences essentielles dans tout pays africain.

206. La formulation et l'exécution de plans complets de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre devraient constituer une stratégie réaliste pour la mise en place des compétences essentielles pour le développement. Cependant, la non-convergence des plans publics et privés relatifs à la main-d'oeuvre à l'échelle nationale ne favorisait pas l'analyse et la compréhension de la situation en matière de développement et d'utilisation des compétences essentielles dans les pays africains.

207. Compte tenu des facteurs susmentionnés, le représentant de la CEA a proposé les options ci-après pour renforcer et consolider le développement et l'utilisation des compétences essentielles en Afrique.

- a) Inventaire des compétences et mise en place d'une banque de données aux niveaux national, sous-régional et régional;
- b) Suivi de l'évolution en matière de priorités de développement, de science et de technique, etc. et mise au point en conséquence de programmes pour former les compétences essentielles;
- c) Meilleure intégration de la formation des compétences dans les plans nationaux de développement afin de permettre de disposer en temps opportun des compétences requises pour le développement;

- d) Objectivité dans le choix des stagiaires/participants aux programmes d'enseignement pour la formation des compétences essentielles;
- e) Rationalisation des méthodes d'établissement, de fonctionnement et de dynamisation des institutions et programmes de formation et de perfectionnement afin qu'ils permettent de relever les défis du développement contemporain;
- f) Mise en place de passerelles opérationnelles et institution d'un dialogue entre décideurs dans le gouvernement, l'industrie et le commerce d'une part et les établissements d'enseignement supérieur, les instituts de recherche et les bureaux d'études du continent d'autre part, ce afin d'accroître l'enrichissement et le développement mutuels en vue d'une plus grande efficacité en ce qui concerne la formation des compétences essentielles;
- g) Nécessité d'un processus endogène de formation des compétences essentielles, afin de réduire la dépendance à l'égard des stratégies de développement et des connaissances techniques étrangères et freiner l'exode des cerveaux.

208. Au cours de la discussion qui a suivi, le Comité a noté que la tendance à aller s'instruire et à se former à l'étranger témoignait d'une méconnaissance des avantages de l'éducation et de la formation dispensées dans la région. L'opinion entretenue par certains, selon laquelle l'éducation à l'étranger était meilleure que celle en Afrique pouvait être modifiée si l'on créait des centres d'excellence régionaux et sous-régionaux pour fournir les niveaux d'éducation escomptés. Il a aussi été noté que les programmes avaient été changés dans certains pays dans un sens qui encourageait la formation sur le continent. Le Comité a examiné a) les moyens permettant de créer, d'utiliser de façon soutenue les institutions de mise en place de capacités locales - les instituts de recherche nationaux, les universités et les collèges en vue d'une planification et d'une gestion plus efficace du développement; b) les moyens pour l'Afrique d'exploiter les diverses initiatives en matière de mise en place d'institutions des organismes donateurs internationaux.

209. Le Comité a estimé nécessaire pour les établissements d'enseignement supérieur d'anticiper les besoins en compétences et en main-d'oeuvre de leurs sociétés respectives pour être en mesure d'y répondre rapidement. Dans ce cadre, la politique éducative, en particulier l'enseignement scientifique et technique devrait se fonder sur des facteurs objectifs qui permettraient au système éducatif de produire la main-d'oeuvre qualifiée cruciale nécessaire qui puisse être utilisée effectivement. Aussi, le recensement et la mise à jour continue des compétences permettraient de suivre la situation en ce qui concerne la demande de compétences et de définir les politiques et plans dans les établissements d'enseignement supérieur. Les modèles et stratégies de développement enseignés dans les établissements d'enseignement supérieur en Afrique étaient conçus pour les pays industrialisés et leur applicabilité au contexte africain était par conséquent limitée. Des approches conceptuelles plus réalistes devaient être conçues et enseignées dans les universités africaines. L'éducation et la formation en Afrique devaient être multidisciplinaires pour permettre aux diplômés de pouvoir s'adapter à l'évolution de la situation sur le marché du travail. Il était aussi nécessaire de réformer les programmes afin de les axer davantage sur les problèmes socio-économiques actuels et éventuels, améliorer les bases de données statistiques et développer la coordination institutionnelle pour maximiser les avantages découlant des diverses activités de formation.

210. L'assistance technique qui faisait essentiellement appel au personnel expatrié n'avait qu'une utilisation limitée pour les pays africains car elle ne contribuait pas à une bonne utilisation des compétences locales. Le Comité a exhorté les pays africains à insister pour qu'il y ait une utilisation accrue des experts locaux dans les accords d'aide bilatéraux afin d'intérioriser le processus de développement, et réduire les problèmes de continuité découlant de l'utilisation de consultants expatriés pour une courte période.

211. Le Comité a également noté que s'il était important de former les compétences cruciales, il était également important de les utiliser efficacement. Il ne s'agissait pas seulement de revoir les salaires mais aussi d'instaurer l'environnement qui permette aux travailleurs d'être satisfaits de leur travail. Des mesures pour retenir dans la région ces compétences cruciales pourraient être renforcées par un programme d'échange

de compétences au sein de la région grâce auquel les pays de la région qui ne pouvaient pas utiliser leurs compétences cruciales permettraient à ceux qui en manqueraient de les utiliser. Cela pourrait aussi être renforcé grâce à un accroissement du nombre des experts dans le programme de Volontaires des Nations Unies de façon à satisfaire les besoins de toute la région.

G. Programme régional pour le placement d'experts africains : proposition

212. En présentant le document E/ECA/PHSD/TC/91/WP.5 intitulé "Un programme régional pour le placement d'experts africains", le représentant du secrétariat a d'abord informé le Comité que la proposition avait été soumise à la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et de la planification à la vingt sixième session de la Commission tenue à Addis-Abeba en 1991.

213. Il a poursuivi en indiquant que l'objet de la proposition était de recueillir l'avis du Comité et d'obtenir un mandat de la Conférence pour élaborer un projet à financer au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA). Ledit projet avait pour objectif de prévenir l'émigration de la main-d'oeuvre qualifiée de la région en offrant à ceux qui étaient susceptibles de partir la possibilité d'exercer leur métier en Afrique. L'initiative réduirait l'exode des cerveaux tout en aidant les pays africains à atténuer le problème de pénurie de compétences. Il a été rappelé au Comité que la proposition partait de l'hypothèse que la plupart des candidats à l'exode préféreraient s'installer dans un autre pays du continent au lieu de quitter la région, et s'établir ailleurs, en particulier en Europe ou en Amérique du Nord. Par ailleurs, dans la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique adoptée en 1973, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA s'était prononcée en faveur de la création d'un bureau de coopération technique intra-africain qui permettrait aux pays africains ayant un excédent de personnel qualifié de le mettre à la disposition d'autres pays africains en ayant besoin. Cette mesure offrirait également aux Africains la possibilité d'élargir leur expérience et encouragerait l'esprit de coopération et la solidarité entre pays africains.

214. Le représentant du secrétariat a signalé que plus de 70 000 experts africains travaillaient dans les pays développés et que l'Afrique avait besoin des services de ces experts. Il a déclaré que la gravité de l'exode des compétences et de ses effets avait été reconnue aux niveaux national et international et que diverses mesures avaient été préconisées pour réduire quelque peu le phénomène. Le Programme CEA/OIM de retour des compétences en Afrique, conçu par l'Organisation internationale pour la migration (OIM) basée à Genève et la Commission économique pour l'Afrique était l'une des mesures d'assistance visant à contribuer à résoudre les problèmes tenant à l'exode des cerveaux. Depuis son démarrage en 1985, ce Programme avait prouvé qu'il pouvait contribuer considérablement à réduire l'ampleur de l'exode des cerveaux de l'Afrique en ramenant des pays développés sur le continent plus de 2000 ressortissants africains hautement qualifiés, ayant différentes aptitudes et qualifications, tels que des médecins, des ingénieurs, des agronomes, des professeurs et d'autres spécialistes. L'orateur a souligné que, compte tenu de l'ampleur et de la tendance croissante de l'exode des cerveaux en Afrique, il faudrait élaborer d'autres mesures parallèlement au Programme de retour des compétences.

215. Le représentant du secrétariat a par conséquent invité le Comité à approuver la proposition afin que la CEA entreprenne la mise au point et l'exécution du Programme régional pour le placement d'experts africains, puisque le programme envisagé tendait à appliquer les dispositions de la section de la Déclaration de l'OUA préconisant l'échange intrarégional d'experts.

216. Au cours du débat qui a suivi, le Comité a fait certaines observations. Premièrement, il a fait remarquer que les mesures visant à arrêter et à renverser l'exode des compétences, même si elles étaient sérieusement et judicieusement élaborées, auraient un impact limité si les conditions de travail et l'environnement ne s'amélioraient pas. Les gouvernements africains devraient de ce fait intensifier leurs efforts pour que le travail devienne pour les cadres une source de satisfaction et d'épanouissement. Pour ce faire, il faudrait améliorer la gestion et l'encadrement du personnel et revoir tous les facteurs subjectifs

qui régissent les avancements et les autres systèmes d'incitation. Il faudrait également prendre des mesures rigoureuses pour orienter les programmes des établissements d'enseignement vers l'auto-emploi.

217. Plus important encore, les gouvernements africains devaient de plus en plus montrer leur préférence et leur appréciation pour le savoir-faire des Africains, par rapport à celui des non-Africains.

218. Enfin, le Comité a approuvé l'exécution du programme proposé sous forme de projet pilote, sous réserve des conditions suivantes:

- i) Le programme devrait être durable;
- ii) Il ne devrait pas aller à l'encontre des intérêts des Etats membres les plus faibles ni des marchés où les salaires sont plus bas;
- iii) Tous les Etats membres, qu'ils contribuent au programme ou non, devraient recevoir le répertoire des experts participant au programme et avoir la latitude de demander une aide dans le cadre du programme;
- iv) Le programme devrait être amélioré davantage pour en réduire les imperfections et accroître son incidence.

H. Programme de travail et ordre de priorité de la CEA pour la période biennale 1992-1993, en matière d'administration et de finances publiques, de ressources humaines et de développement social

219. En présentant le document E/ECA/PHSD/TC/91/WP.3 représentant le programme de travail et ordre de priorité de la CEA pour la période biennale 1992-1993, en matière de mise en valeur des ressources humaines, d'administration publique de gestion et de finances publiques, de ressources humaines et de développement social, un représentant du secrétariat a rappelé que le plan à moyen terme de la CEA pour la période 1992-1997 invitait les pays africains à sortir du sous-développement et à emprunter la voie d'un développement soutenu grâce à la coopération internationale et à l'intégration économique régionale. Le plan soulignait que la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines devraient être considérées par l'ensemble des Etats membres comme une priorité du rang le plus élevé pour faire en sorte que tous les groupes de population soient dotés des connaissances, des compétences et des attitudes nécessaires à une participation efficace aux activités de développement national. Il importait davantage pour les Etats membres de s'efforcer d'accroître l'offre de main-d'oeuvre qualifiée de niveau moyen et de niveau intermédiaire pour satisfaire les besoins en matière de développement.

220. Le représentant de la CEA a fait observer que l'un des problèmes majeurs entravant le processus de développement en Afrique était constitué par la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines. Le problème découlait de l'inadéquation des programmes d'enseignement, des systèmes d'enseignement et de formation visant à former des Africains ayant les connaissances, compétences et attitudes requises pour les besoins du développement national, il tenait aussi à l'utilisation du personnel qualifié, spécialisé et hautement qualifié disponible dans des professions et pour des emplois et tâches qui n'avaient rien à voir avec le domaine de spécialisation des personnes concernées. Dans le même temps, une main-d'oeuvre hautement qualifiée continuait de quitter le continent à cause de la situation sociale et économique défavorable, en quête d'emplois dans les pays développés, ce qui perpétuait l'exode de la main-d'oeuvre spécialisée et qualifiée si nécessaire pour le développement de la région.

221. En outre, la région continuait de regorger de travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés que les divers secteurs de l'économie ne pouvaient absorber et cela maintenait le taux de chômage à un niveau élevé.

222. En vue de résoudre certains de ces problèmes, le programme de travail et ordre de priorité de la CEA pour la période biennale 1992-1993 en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des

ressources humaines portait sur la fourniture d'une assistance aux Etats membres pour une mise en valeur efficace des ressources humaines en vue d'un développement économique et social accéléré, et pour le renforcement des capacités pour la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en vue d'optimiser la contribution desdites ressources au développement.

223. En particulier, le programme de travail pour la période 1992-1993 était centré sur les aspects suivants : tenue et organisation de stages de formation, de séminaires, de conférences, de réunions spéciales de groupes d'experts et d'autres réunions aux niveaux national, sous-régional et régional, à l'intention des responsables gouvernementaux et du personnel des organes officiels et para-étatiques; réalisation de travaux de recherche et préparation d'études de cas sur une gamme de sujets et fourniture de services consultatifs en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines. Au cours de la période biennale, une réunion spéciale d'un groupe d'experts sur les facteurs propres à accroître la confiance dans les programmes scolaires, une conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements d'enseignement supérieur en Afrique, les septième et huitième réunions du Comité ministériel de suivi des Dix sur les ressources humaines seraient tenues; un certain nombre de publications techniques seraient produites.

224. Dans le domaine de l'administration publique et des questions fiscales, le représentant de la CEA a indiqué que le programme de travail de la période biennale 1992-1993 s'articulait autour de trois grandes questions, à savoir: le renforcement de la capacité de gestion des services publics africains en vue d'accroître l'efficacité et la productivité, l'amélioration des résultats des entreprises publiques et le renforcement de la gestion des finances publiques en vue d'une mobilisation, d'une affectation et d'un contrôle efficaces des ressources financières publiques.

225. A cet égard, le programme de travail visait à aider les Etats membres à améliorer les résultats de performance de leurs services publics et systèmes de gestion financière, formuler des politiques fiscales et prendre des mesures pour mobiliser et affecter les ressources financières publiques en vue du développement socio-économique, et renforcer les capacités des institutions nationales et sous-régionales de formation et de recherche et des associations s'occupant d'administration publique et de gestion financière.

226. Le programme de travail envisageait la réalisation, à la demande des Etats membres, d'études et de cours de formation qui aideraient à pallier le manque de main-d'oeuvre qualifiée pour la gestion des services publics et des ressources financières. Il y avait également des études visant à proposer des mesures pour promouvoir la participation des entrepreneurs locaux aux secteurs privé et public et accroître la participation populaire à l'élaboration et à l'exécution des programmes de développement national.

227. Pour que le programme de travail dans le domaine de l'administration publique et des questions fiscales atteigne son objectif, il a été demandé aux Etats membres d'intensifier leurs efforts et de collaborer pleinement avec la CEA pour concevoir des cours de formation où les études programmées pour la période biennale serviraient de matériel de formation et de documents de base pour le perfectionnement des compétences des fonctionnaires chargés de l'administration publique et de la gestion financière.

228. Dans le domaine du développement social, le représentant du secrétariat a dit que les efforts seraient intensifiés pour promouvoir la participation et l'intégration de groupes de population spécifiques dans le développement. A cet égard, le secrétariat porterait son attention aux politiques et programmes pour les jeunes, les personnes handicapées et les personnes âgées. Il continuerait de s'attaquer au problème de l'aggravation de la criminalité et de la délinquance juvénile dans la région et à cet égard, il continuerait à fournir le soutien requis à l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Le représentant a ajouté que conformément à la résolution 44/82 de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1989, proclamant 1994 Année internationale de la famille, une attention particulière serait accordée à la famille en tant qu'unité de base de la société. Les activités spécifiques du sous-programme en matière de développement social comprendraient la recherche axée sur l'action, des travaux de groupe d'experts avec des organismes internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans le domaine.

229. Tous ces efforts s'appuieraient sur des moyens d'intervention majeurs, y compris les directives pour la planification complémentaire et le suivi approprié des questions concernant la jeunesse, le Programme mondial d'action concernant les personnes handicapées, le Plan d'action international sur le vieillissement, les diverses résolutions des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, notamment les règles minimales types des Nations Unies pour l'administration de la justice pour mineurs (les règles de Beijing) ainsi que les déclarations et résolutions pertinentes des divers organes législatifs régionaux et internationaux. A cet égard le CARPAS, la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation et la Charte africaine d'action sociale avaient eu une importance particulière pour le sous-programme. Le fonctionnaire du secrétariat a ensuite invité les membres du Comité à faire des commentaires sur le programme de travail.

230. A la suite de la communication, le Comité a noté qu'en ce qui concerne l'organisation des ateliers et séminaires, la CEA prendrait en charge les frais relatifs à ces activités ainsi que ceux relatifs au recrutement des animateurs locaux. En raison des coûts locaux en jeu qui avaient des incidences budgétaires, la CEA devrait donner suffisamment de temps aux Etats membres pour qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour l'organisation des activités et pour qu'ils envisagent de couvrir les coûts locaux des séminaires et des activités de formation. Le Comité a également indiqué que bien que l'ensemble du Programme de travail de la CEA ait été examiné par la Conférence des ministres responsables de la planification à sa session de 1991, les chapitres qui intéressaient la Conférence des ministres responsables des ressources humaines étaient soumis à l'examen du Comité afin qu'il apporte l'orientation nécessaire à leur mise en oeuvre effective.

231. Le Comité a souligné que les activités en matière de développement social ne devraient pas seulement viser les jeunes, la famille, les personnes âgées et la prévention de la criminalité. D'autres groupes défavorisés, notamment les personnes handicapées qui constituent un groupe important de la population, devraient également être pris en considération.

232. Un représentant qui a souligné l'importance des statistiques sur le développement, a reçu l'assurance que ce domaine était traité dans le cadre des programmes exécutés par la Division de la statistiques.

233. Le secrétariat a également été instamment invité à prendre acte de l'expérience de certains pays en matière de réforme des structures administratives et organisationnelles en vue d'une utilisation efficace des ressources humaines. Ces exemples pourraient rendre plus facile l'exécution du Programme de travail.

VI. QUESTIONS DIVERSES

234. Un représentant du secrétariat a informé le Comité de la convocation, le 21 novembre 1991, de la réunion du Comité ministériel de suivi des Dix de la Conférence dont il a annoncé la composition. Il a invité les autres Etats membres qui n'étaient pas membres du Comité et les représentants des organismes des Nations Unies à participer à la réunion en qualité d'observateurs.

VII. ADOPTION DU RAPPORT DE LA REUNION

235. Le Comité a examiné son projet de rapport et l'a adopté avec quelques modifications.

VIII. CLOTURE DE LA REUNION

236. Le fonctionnaire du secrétariat a félicité les représentants pour la haute qualité de leurs interventions et pour les résultats des travaux. Le Président a remercié les représentants de leur coopération et de leur diligence ainsi que le secrétariat de son appui. Il a ensuite déclaré la réunion close.